

# la gauche

Belgie - Belgique  
P.B.  
1/9352  
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO  
47<sup>E</sup> ANNEE • OCTOBRE 2004

#06

Comprendre le monde pour le changer

Pour pas devoir  
**MENDIER**  
il faudra  
**LUTTER**





**Au départ, la ferme du Biéreau était une ferme agricole spécialisée dans l'élevage de chevaux de trait. Avec l'arrivée de l'Université catholique de Louvain, le fermier décida de louer des chambres à des étudiants, malgré que la ferme soit déjà propriété de l'UCL. Après le départ du fermier, les étudiants reprirent la ferme et fondèrent, en 1972, l'asbl de la ferme du Biéreau: "l'asbl habitante" est située dans la ferme en carré plusieurs fois centenaire au cœur du quartier du Biéreau, le plus vieux quartier de Louvain-la-Neuve.** PAR MILOUCHOU

# La Ferme du Biéreau **SE REBELLE**

Le projet global du collectif résulte de l'articulation entre l'habitat communautaire d'un lieu exceptionnel et de la mise en place de projets tels qu'un ciné-club tous les jeudis, des concerts (musiques expérimentales et en recherche, nouvelles musiques de chambre et concerts pop rock), l'accueil d'artistes de passage, des activités pour enfants, des ateliers, des performances théâtrales ainsi que des nombreuses collaborations et partenariats avec d'autres acteurs du secteur socioculturel et de l'éducation permanente, de Belgique et de l'étranger.

La spécificité du projet de l'asbl ferme du Biéreau réside dans le pari d'agencer des espaces accueillants, caractérisés par leur continuité avec la vie quotidienne, avec une programmation qui invite à la découverte et à l'appropriation de formes de création souvent conçues dans leur production et diffusion comme des produits destinés à un public cible fermé et/ou élitiste.

En démystifiant les espaces de représentation et en diversifiant les usages et collaborations, l'asbl entend favoriser les rencontres et susciter la curiosité. Cette forme de vie collective, "originale" pour certains, rend possible l'hybridation et le décroisement des pratiques qui sont en règle générale séparées dans les temps et les espaces urbains contemporains (habiter, travailler, participer à des projets artistiques, s'a-

muser, etc.). Elle constitue un vecteur de transversalité permettant le brassage des usages trop schématiquement segmentés dans le quotidien de nos villes. *"L'habitation donne ainsi la "tonalité" à notre programmation et aux créations que nous diffusons. Elle est au cœur du déplacement que nous tentons d'opérer du couple public-consommateur / professionnels-organisateur vers une dynamique en redéfinition permanente constituée par des usagers d'un projet culturel en mouvement"*.

## **Un des derniers lieux de culture active de Louvain-la-Neuve est en passe de voir ses acteurs remplacés par des fantômes**

En 1998, l'UCL vend pour un franc symbolique la ferme à la ville d'Ottignies Louvain-la-Neuve, afin qu'elle bénéficie des subsides de la Communauté française. Depuis lors, la commune, devenue propriétaire, manifeste son désir de réinvestir les locaux de la ferme du Biéreau afin d'y créer un centre de musique classique géré par l'UCL et elle-même (pas avant 2006). (Les habitants actuels disparus). Les bâtiments relookés serviraient à un type d'activités moins accessibles à tout public et suivant une ligne culturelle beaucoup moins innovatrice et éclectique (mais plus génératrice de capitaux).

Avril 2004, la ville envoie un renouveau au bail en cours et accepte de

recevoir l'asbl dans ses locaux. (Après 2 ans de demande). Cette réunion ne portera jamais ses promesses de relocation ni de recherche sur de nouveaux lieux pour que l'asbl continue ses activités.

Avec les travaux en cours, l'asbl voit son espace réduit à 25%. L'asbl ne revendique pas le monopole des lieux mais désire l'élaboration d'une convention claire et raisonnable sur base d'une réflexion en terme de projet et non en terme de répartition et con-

trôle des espaces. Au lieu de cela, le 28 août, les habitants reçoivent la visite d'un huissier de justice muni d'un ordre d'expulsion introduit par la Ville. Les motifs font état de "personnes non identifiées" ainsi que de "dégradations" des bâtiments. La ville faisait là référence au rechauffage récent de la façade! La vraie dégradation serait de laisser la ferme à l'abandon en attendant une future rénovation éventuelle.

Suite à cela, de nouvelles pétitions sont lancées, et la commune accepte aujourd'hui de négocier l'avenir de l'asbl.

La ferme se lance en négociation, mais ne veut pas en faire pâtir ses activités. Plus que jamais, ils ont besoin de nous. Alors, on y va? ■

**Source: Temps social : asbl la ferme du Biéreau, par Amélie Hanecour, Jean-Michel Dhayse, Gaëtane Meurice de Dormale, Institut des Hautes Etudes de Communication Sociale Haute Ecole Galilée, 1ère licence ASCEP.**



### **Contacts:**

**Adresse : 3, scavée du Biéreau, 1348-LLN**

**Tel : 010/45.01.44**

**Mail : fermedubiereau@yahoo.fr**

**URL : www.fermedubiereau.be.tf**

Passage aux 40 heures sans augmentation de salaire, suppression de la prépension, assouplissement des heures supplémentaires, remise en cause de l'indexation et des barèmes liés à l'âge ou à l'ancienneté, baisse des "charges" patronales à hauteur de 11 milliards d'euros... Assurément, c'est l'artillerie lourde - et même très lourde - que le patronat a déclenché en vue des prochaines négociations interprofessionnelles, sur fond de débat sur le vieillissement et le déficit de la Sécu.

Travailler plus, plus longtemps, dans de pires conditions et cela pour moins d'argent, voilà la couleuvre que l'on voudrait nous faire avaler sans broncher. Au-delà des arguments plus farfelus les uns que les autres, l'objectif est limpide: réduire les salaires des travailleurs par tous les moyens possibles afin d'augmenter la plus-value et, de là, le profit. Le salarié, en Belgique, "coûterait trop cher" face

ment d'Ostende à l'occasion du sommet gouvernemental, les deux principaux syndicats ont été d'une discrétion remarquable ces derniers temps, laissant passer comme une lettre à la poste des mesures aussi iniques que la réforme du minimes ou la réforme du chômage concoctée par le golden boy social-libéral Vandembroucke.

Il ne faut pourtant pas avoir un don de prescience pour comprendre que la bourgeoisie n'entend pas le langage de la raison et qu'on ne calmera jamais sa soif du profit en lui garantissant la "paix sociale". Que du contraire. Plus le mouvement ouvrier se montre timoré et passif, plus le patronat sera agressif. Le résultat est là. Les exigences patronales actuelles sont une déclaration de guerre au mouvement ouvrier.

Bien entendu, la bourgeoisie sait parfaitement que la majeure partie de ses exigences sont irréalisables telles quelles dans

## De la parole aux actes...

à la concurrence est-européenne notamment. Mais pas un mot sur la productivité élevée des travailleur/euses dans ce pays. Par contre, les salaires du patronat, eux, semblaient trop bas puisque ces messieurs ont gracieusement augmenté les leurs - déjà forts plantureux - de 10,5% au cours de l'année 2003. Mais il est vrai que leur productivité à dire et à proposer n'importe quoi est stupéfiante.

Cette avalanche de revendications patronales ne tombe pas du ciel. Certes, elle surfe sur une vague de mesures néolibérales similaires qui frappe tous les pays de l'Union européenne. Mais elle s'explique tout autant par les rapports de forces et le climat social en Belgique. Si le patronat ose avancer de telles exigences, c'est qu'il en a été encouragé par la passivité des sommets syndicaux face aux précédentes mesures antisociales et aux restructurations ou fermetures d'entreprises qui se sont succédées ces dernières années. Mis à part le rassemble-

l'immédiat. Il s'agit donc pour elle de demander le maximum afin d'obtenir beaucoup. Ainsi, plutôt que d'accepter tout marchandage, le mouvement ouvrier doit rejeter en bloc les revendications patronales et imposer les siennes. Ce qui ne paraît pas acquis car, même si les directions syndicales musclent leur discours de rejet, leur stratégie se résume pour l'instant à celle de l'inaction active. Or, puisque le patronat fait dans la démonstration de force, le mouvement ouvrier se doit d'y répondre à la même hauteur, non pas avec des mots mais avec des actes. Et il serait illusoire de se contenter de quelques manifestations "presse-bouton" bien canalisées afin de relâcher la pression qui couve à la base. C'est une mobilisation offensive dans chaque entreprise qui est nécessaire.

Un autre syndicalisme est possible. Un syndicalisme de combat, démocratique et offensif, seul capable d'entraîner dans une mobilisation unitaire et victorieuse l'ensemble du monde du travail et au-delà. ■

# Les Soviets + l'électricité ?

PAR DANIEL TANURO

“Toujours plus, toujours plus vite” est la devise qui pourrait s'inscrire en lettres d'or au fronton du capitalisme. Toujours plus de marchés, toujours plus de choses transformées en marchandises à faire circuler toujours plus vite. Toujours plus de profits, toujours moins de coûts. Toujours plus de salariés dans des villes toujours plus grandes dont le ravitaillement dépend d'une agriculture toujours plus intensive. Toujours plus de ressources naturelles - y compris la force de travail humaine ! - consommées de façon toujours plus productive (de sorte que la quantité absolue de ressources prélevées augmente alors que leur part relative dans la production diminue). Telle est la logique infernale de l'accumulation capitaliste.

Tôt ou tard, cette logique devrait se heurter à une limite matérielle. Osons un parallèle. Les marxistes ont l'habitude d'expliquer que même le capital le plus "automatisé" ne pourra jamais se passer de la force de travail humaine, seule source de plus-value. Eh bien! Le même raisonnement vaut pour l'autre "source de toute richesse" (Marx): le capitalisme ne pourra jamais s'affranchir de la nature qui fournit gratuitement l'eau, l'air, le sol, les minerais, les produits végétaux, etc. Cela signifie qu'il y a une contradiction fondamentale entre la dynamique tendanciellement infinie de l'accumulation capitaliste et le fait que les ressources du globe sont limitées. Sans caresser l'illusion que le capitalisme s'effondrera de lui-même, il est clair que cette contradiction pèse de plus en plus lourdement sur les rapports sociaux, économiques et politiques.

A cet égard, la question de l'énergie constitue un enjeu majeur. Car qui dit accumulation de marchandises dit consommation croissante de ressources énergétiques. Les combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) ont été la cible principale de cette boulimie capitaliste. Après la seconde guerre mondiale, la conscience que les réserves pourraient se tarir s'est développée petit à petit. Mais, plutôt que d'alimenter une critique de l'accumulation, cela a débouché sur le fantasme d'une énergie inépuisable, sorte de potion magique permettant au système de sauter par-dessus sa propre tête. Quand Tchernobyl a montré que le rêve nucléaire risquait de se transformer en cauchemar, on a une fois de plus refusé de voir la réalité en face et le capital s'est réorienté vers les énergies fossiles (d'autant plus facilement que la domination impérialiste faisait baisser le prix du pétrole). Mais le spectre de l'étranglement énergétique devait revenir le hanter, tôt ou tard.

Et nous en sommes là. Car, entre-temps, un nouvel élément est intervenu: le changement climatique. L'utilisation des combustibles fossiles produit du gaz carbonique (CO2) qui s'accumule dans l'atmosphère et augmente l'effet de serre. Un engrenage de réchauffement planétaire accéléré s'est mis en marche qui fait peser une menace très sérieuse non seulement sur les écosystèmes mais aussi sur les conditions d'existence de centaines de millions de gens. Comble de l'injustice: les plus pauvres seront les principales victimes, alors qu'ils n'ont aucune responsabilité dans le phénomène.

Une catastrophe climatique majeure est-elle évitable? Oui. Il faut que la concentration en CO2 à la fin du siècle ne dépasse pas le double de ce qu'elle était à l'ère pré-industrielle. Pour cela, les émissions doivent diminuer de 60% d'ici 2050 et la part des énergies renouvelables doit être multipliée par six. C'est techniquement possible: en réduisant drastiquement le gaspillage énergétique (notamment le transport routier et aérien), en donnant la priorité absolue à la recherche et à l'utilisation des énergies renouvelables, en mettant en œuvre un vaste plan de développement propre du tiers-monde.

La vraie question est: la catastrophe pourra-t-elle être évitée dans le cadre capitaliste, et comment? En supposant que la classe dominante finisse par prendre conscience du danger, il est évident qu'elle y répondra en fonction de ses intérêts, et à sa manière. C'est-à-dire:

1°) en tentant de reporter les échéances (depuis le Sommet de la Terre en 1992, un temps précieux est perdu pour ne pas écorner les profits dans le pétrole, l'automobile, la production d'électricité); 2°) en maintenant par tous les moyens sa domination impérialiste sur le tiers-monde; 3°) en déplaçant le problème, afin de ne pas remettre en cause la logique d'accumulation (c'est pourquoi le nucléaire revient dans le débat).

Face à de tels enjeux, c'est peu dire que la gauche a un travail d'élaboration à entreprendre. Parfaitement pertinente dans le contexte russe de l'époque, la définition léniniste du socialisme - "les Soviets + l'électricité" - est aujourd'hui insuffisante, voire dangereuse, si on ne précise pas que l'électricité sera produite à partir de sources renouvelables, que l'énergie sera partagée au niveau mondial et que la mutation énergétique sera un des fils rouges de la transition vers une alternative de société qui devra être non productiviste. ■

Début 70', le féminisme est dans son âge d'or. Depuis, le mouvement a évolué et continue d'être critiqué. Pour revenir sur cette période faste et sur quelques remises en cause classiques de la légitimité du féminisme, la gauche a rencontré Josette Trat, militante féministe, professeur à l'université de Saint-Denis à Paris. PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS DEN HOND

# Luttes FÉMINISTES...

## "rien n'est définitivement acquis"



### Pourquoi et comment le mouvement féministe d'après 68 s'est-il développé ?

**J.T.** En 68, personne ne se posait directement la question des droits des femmes, de la lutte contre l'oppression des femmes. Jusqu'en 1970, on ne parle pas vraiment de mouvement féministe. Une des questions à l'ordre du jour était celle de la libération sexuelle par laquelle on dénonçait l'hypocrisie de la morale bourgeoise religieuse.

La date-clé de l'apparition massive du féminisme en Europe est 1970. Il y avait un décalage entre le sentiment d'égalité des nouvelles générations de femmes et l'expérience concrète que, en réalité, cette égalité n'existait pas. Pour la grande majorité des femmes, il y avait plutôt le sentiment qu'on avait acquis des droits extraordinaires par rapport à nos propres mères. Mais l'égalité n'existait pas à propos de questions essentielles, comme celles du droit à la contraception, du droit à l'avortement ou à propos de la persistance du modèle fondé sur la femme au foyer et des

discriminations dans le domaine de l'emploi. Le mouvement pour le planning familial, qui revendiquait l'accès à la contraception, a fait la jonction entre les luttes de 68 et le mouvement féministe des années 70.

**D'après certain/es, une lutte spécifiquement féministe n'est pas souhaitable. Il faudrait plutôt inscrire cette lutte dans une lutte pour le socialisme...**

**J.T.** C'est exactement l'idéologie dominante du mouvement ouvrier et des partis de gauche, y compris de l'extrême-gauche. La lutte des classes devrait être le combat principal et tout le reste découlerait automatiquement d'un changement des rapports de production dans la société; toutes les autres oppressions disparaîtraient alors. Ce n'est pas vrai du tout évidemment. Dans les expériences révolutionnaires russe ou algérienne, après les premières années de libération anticoloniale, de nouveaux droits pour les femmes sont généralement apparus. Mais, sans pression des femmes elles-mêmes pour les obtenir, ils ne seraient pas venus automatiquement. D'autre part, les expériences révolutionnaires ont souvent été suivies de contre-mouvements dans lesquels les droits des femmes fraîchement acquis ont été les premiers remis en cause.

L'idée de la lutte autonome des femmes, dans laquelle elles s'organisent pour créer un rapport de force et pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, est très forte dans la renaissance de la lutte féministe dans les années 70. L'autonomie ne veut pas dire être indépendantes des autres luttes sociales, mais plutôt qu'on se donne les moyens de mobiliser le maximum des forces pour faire avancer les objectifs d'émancipation, sans se mettre à la remorque d'autres revendications dites prioritaires qui ne prennent généralement pas en considération la lutte des femmes.

**Certain/es disent que les revendications féministes sont un luxe réservé aux femmes des pays industrialisés...**

**J.T.** C'est complètement faux. J'ai une expérience qui m'a beaucoup ouvert les yeux d'ailleurs. Je suis allée au Brésil au début des années 80 et j'y ai rencontré des militantes féministes qui m'ont emmenée dans les bidonvilles où elles faisaient des réunions sur la question de la contraception, sur le droit d'avortement, sur la sexualité ou sur la violence. Ce sont toutes des questions portées par le mouvement féministe. Les formes peuvent varier d'un pays à l'autre mais, le fond de l'affaire, c'est la bataille pour l'égalité et pour une organisation économique et sociale qui permette réellement cette égalité. Et ça concerne les femmes du monde entier.

**Comment transmettez-vous la mémoire du mouvement féministe aux jeunes femmes qui, souvent sans se dire féministes, se comportent quand-même comme féministes ?**

**J.T.** J'essaie de leur faire comprendre que rien n'est définitivement acquis. Si les militantes féministes n'avaient pas maintenu des associations qui défendent le droit à l'avortement, par exemple, ce droit serait remis en cause en permanence. Il y a eu, en France il y a quelques mois, des tentatives de remettre en cause ce droit. C'est un droit fondamental.

Pour l'égalité au travail, la lutte continue. En général, quand les jeunes femmes entrent dans la vie professionnelle, elles se rendent compte qu'elles se font avoir très largement, très très largement. Si elles commencent à avoir une vie de couple, elles commencent à s'apercevoir que ce n'est pas aussi simple et que ça implique des luttes collectives pour faire avancer tous leurs droits. ■

Dans le courant des années 70, et dans le sillage de 68, une sensibilité théâtrale permettant l'expression de publics exclus des circuits culturels traditionnels a vu le jour en Belgique. Sous la dénomination de "théâtre-action", trente ans plus tard, une quinzaine de compagnies couvrent le territoire de la partie francophone du pays.

PAR SARCEL SOLBREUX

# 10<sup>e</sup> Théâtre en RÉSISTANCE Festival International de Théâtre-ACTION

Reconnues et aidées (mais à un niveau ridiculement bas par rapport à ce qui est accordé aux compagnies jouant la carte de "l'establishment"), coordonnées et promues par un Centre du Théâtre Action (CTA), elles co-organisent depuis près de 20 ans le FITA. Ce dernier a peu à peu favorisé la naissance des premiers maillons d'un réseau international de "théâtre en résistance".

Le FITA proposera, du 27 septembre au 30 novembre 2004, 177 représentations de 62 spectacles: 4 co-productions transcontinentales, 2 spectacles venus d'Afrique, plus de 30 spectacles venant de la Communauté française de Belgique, de France, d'Italie et d'Espagne! Cette manifestation d'ampleur est organisée avec l'aide de 50 partenaires-organismes réunis dans 16 coordinations régionales qui toucheront 72 lieux de diffusion en Belgique, en Italie, France, Luxembourg. A côté des spectacles, des formations et des animations théâtrales, des débats, des rencontres, des tables rondes sont prévues.

Pour éclairer l'esprit animant le CTA et le FITA, Paul Biot, son directeur

déclare: "Un nombre important de spectacles internationaux programmés sont le résultat d'un réel réseau théâtral international bâti au nom d'un Théâtre en résistance, titre emblématique du FITA".

Le théâtre-action serait-il alors à ranger parmi les différentes formes de théâtre politique? En cette aube de millénaire, forcé par la démesure des faits, le théâtre politique semble bien en effet reprendre vigueur et droit de cité. Sans doute le théâtre-action est-il politique, et n'a jamais cessé de l'être depuis l'origine du Mouvement au début des années 70, par les sujets traités, la mise en lumière critique d'une société dont les compagnies - qui en sont le cœur - n'ont pas cessé de dénoncer la résignation et, quoiqu'elle s'en défende, la pensée unique.

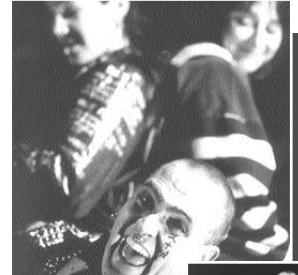
Mais avant d'être un théâtre politique - et il n'est pas que cela - le théâtre-action est une pratique politique de la création théâtrale. Par la création collective dans les ateliers, quotidiennement; par la diffusion des productions dans nombre de lieux délaissés mais où la vie s'accroche; par les collaborations fondées sur le partage des objectifs avec un tissu d'associations en Communauté française de Belgique; par un rapport de travail concret et de fraternité active au loin, en Europe et dans le monde.

Faire politiquement du théâtre exige que, en participant à la création et à l'invention théâtrales, les travailleurs des compagnies inscrivent chaque décision, chaque projet artistique, dans une cohérence qui rend à la

matière théâtrale son sens originel de premier dialogue public d'interrogation critique des communautés humaines.

La manière dont ces propos se traduisent dans la pratique des compagnies varie fortement en fonction de leur histoire et de leur lieu d'implantation. Cela entraîne des approches parfois très institutionnelles mais aussi très alternatives, voire radicales. On retrouve un bon nombre des comédiens de ces dernières dans des combats associatifs ou politiques. Cette démarche théâtrale souvent pertinente permet d'aborder le débat politique par des moyens bien plus attractifs que ceux utilisés traditionnellement (tracts, presse). Malheureusement, les militants politiques y ont aujourd'hui peu recours.

Ce festival est l'occasion de redécouvrir le théâtre-action, héritier du théâtre prolétarien, du groupe "octobre" de Prévert et de bien d'autres, et de renouer avec cette autre manière de faire du politique que peut être aussi le théâtre. ■



## Théâtre en résistance

10<sup>e</sup>ème Festival International de Théâtre-Action (FITA)

Du 27 septembre au 30 novembre 2004

### Contact :

Centre du Théâtre Action - Teresa DI PRIMA

Place de la Hestre, 19 - 7170 LA HESTRE

Tél: 32(0)64/21.64.91

Fax: 32(0)64/26.48.54

Mail: theatreaction@skynet.be

Pour en savoir plus sur les spectacles ou vous informez

sur le programme détaillé du FITA,

C'est clair et net sur le site du festival:

www.theatre-action.be

L'exemple de la convergence, de l'unité dans la diversité qu'à donné le mouvement alterglobaliste à l'échelle internationale est également nécessaire dans le mouvement ouvrier. Dans la région de Charleroi-Le Centre, plusieurs militants syndicaux ont pris l'initiative d'organiser un Forum syndical. Une assemblée préparatoire se tiendra le 14 octobre et le projet suscite déjà un intérêt important parmi les syndicalistes de divers secteurs et entreprises de la région (cheminots, Caterpillar, Glaverbel, services publics) mais également dans les mouvements sociaux et associatifs (Droits Devant, Appel des 600, etc.). Nous publions ici de larges extraits de l'Appel de lancement et reviendrons sur la question dans un prochain numéro.

## Appel à la formation d'un **FORUM SYNDICAL**

L'appel à la création d'un Forum Syndical s'inscrit dans la volonté d'ouverture d'un débat démocratique, permettant à toutes les couches sociales du monde du Travail de se réunir pour débattre de la situation sociale présente et future afin de déboucher sur des stratégies d'action. Le Forum Syndical œuvre pour un syndicalisme démocratique, qui soit un instrument d'organisation et de combat où les Travailleurs, les Chômeurs, les Précaires, les Allocataires sociaux, Belges et Immigrés, Réfugiés et Sans-papiers, Hommes et Femmes sont UNIS contre les injustices sociales et pour un changement radical de société. Il se veut un outil de réflexion, d'analyse et d'action dans la plus grande unité ouvrière et syndicale. (...)

Outil d'échange de la réflexion et de l'action, le Forum Syndical se veut indépendant de toute organisation syndicale et de toute organisation politique. Son but est de contribuer à développer et à construire le syndicalisme de combat indispensable à la défense de l'emploi, des services publics et des acquis sociaux ainsi qu'à l'obtention de conditions de vie dignes de ce nom. Sa perspective est celle d'une alternative à la société basée sur l'exploitation. Nous voulons une société sans classe.

Face aux attaques incessantes contre les libertés syndicales (des délégués et des travailleurs traînés devant les

tribunaux), le Forum Syndical se doit de défendre inconditionnellement les libertés syndicales et le droit de grève. Il y va de l'avenir du syndicalisme et du mouvement ouvrier tout entier. Les organisations syndicales sont sclérosées par une bureaucratie étouffante que les syndicalistes ont le devoir de combattre en luttant pour une véritable démocratie. Mais cet état de fait ne peut être un prétexte pour ne pas défendre les principes de la liberté et des droits syndicaux. Il nous faut à la fois défendre ces principes et exiger que les syndicats restent un instrument d'organisation et de combat des travailleurs contre l'exploitation et les injustices sociales. (...)

Au nom de l'Europe, nos propres gouvernements continuent leurs politiques ultra-libérales en appliquant, au profit des plus riches, des mesures draconiennes contre les travailleurs du privé, des services publics et contre les allocataires sociaux. Ils continuent la course folle au détricotage et à la privatisation des services publics et à terme à leur suppression ainsi qu'au détricotage de la sécurité sociale par des attaques contre le droit aux allocations de chômage et contre les pensions, tandis que les revenus minimums liés à l'aide sociale sont soumis à des conditions très draconiennes. Assurant aujourd'hui la satisfaction de besoins fondamentaux, tels que l'enseignement et la santé, des pans entiers du

Secteur Public sont menacés à leur tour de passer dans la sphère du tout au marché. (...)

Face à cette Europe capitaliste, à son libéralisme arrogant et à sa Constitution antidémocratique, le Forum Syndical se fixe pour objectif de collaborer à une Europe démocratique, une Europe des travailleurs pour les travailleurs. Face à la misère croissante, pour contrer le pouvoir des multinationales ainsi que la dictature des marchés financiers, nous devons créer par-delà les frontières, la solidarité des travailleurs d'Europe et du Monde. Promouvoir une solidarité vivante et échanger nos expériences de luttes est une des tâches les plus urgentes qui se présentent à nous.

Le mouvement altermondialiste a réanimé l'espoir d'une autre société, le syndicalisme se doit de le relayer au plus profond du monde du Travail. Le Forum Syndical veut y contribuer. Par la solidarité syndicale vivante, forgeons de nos mains la force des travailleurs. ■

Pour que nous puissions vous recontacter, communiquez-nous vos coordonnées. Contacts:  
forumsyndical\_charleroi@hotmail.com  
**Arnold De Spiegeleer:** 064/55 57 49  
**Pierre Mortelette:** 071/45 69 06  
**André Henry:** 0472/53 36 50



Les syndicats et les fédérations patronales entameront bientôt les négociations bi-annuelles pour l'Accord Interprofessionnel. Alors que nous étions habitués à ce que les syndicats avancent leurs revendications auxquelles les organisations patronales ripostent, il faut constater qu'aujourd'hui les rôles se sont inversés. Ce qui en dit long sur le rapport de forces entre le monde du travail et du capital, ce dernier étant dopé par le Marché Unique, l'introduction de l'euro et le processus de réforme du marché du travail dit "processus de Lisbonne". PAR MATTHIAS LIEVENS

# Attaque

## contre les PENSIONS et les PRE-PENSIONS



Cette fois-ci, c'est donc la FEB qui donne le ton avec ses revendications sur la semaine de 40 heures (voir La Gauche n°5), le démantèlement de la protection contre les licenciements, la limitation dans le temps du droit aux allocations de chômage, l'augmentation de la flexibilité (annualisation du temps de travail, heures supplémentaires plus souples), la diminution des charges patronales, etc. La problématique de "fin de carrière" est un point central de cet agenda. La FEB veut supprimer la possibilité pour les travailleurs de quitter le marché du travail avant leur 65e anniversaire dans un système socialement acceptable comme la pré-pension.

### Vague européenne

Le prolongement de la carrière professionnelle est une question qui est à l'ordre du jour de l'agenda social et politique au niveau international. En mars 2002, dans le cadre du processus de Lisbonne, le Conseil européen plaide pour un allongement des carrières de cinq ans. Le

gouvernement allemand de Schröder a déjà augmenté l'âge de la pension à 67 ans. La Ministre du commerce britannique Patricia Hewitt plaide, dans une lettre confidentielle, l'augmentation de l'âge de la pension de 65 à 70 ans pour 2006. Son collègue, le Secrétaire d'Etat aux Pensions Malcolm Wicks tenait quant à lui un plaidoyer pour la suppression pure et simple de l'âge légal de la pension! Au printemps 2003, la France a connu des manifestations massives contre les réformes du système des pensions voulues par Raffarin. Depuis la réforme Balladur de 1993, il fallait déjà travailler pendant 40 ans au lieu de 37,5 pour bénéficier d'une pension complète. Avec les mesures Raffarin, le travailleur qui n'a pas pu prêter une carrière complète perdra à partir de 2013 cinq pour cent de sa pension par année manquante. Dès 2008, la durée nécessaire pour avoir une carrière complète sera graduellement augmentée. En Italie également, l'âge de la pension a été augmenté à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes.

### Travailler plus longtemps

En Belgique, l'âge légal de la pension est de 65 ans pour les hommes et de 63 ans pour les femmes. Celui des femmes sera augmenté pour atteindre les 65 ans en 2009. Pourtant, peu de personnes travaillent après avoir soufflé leurs 60 bougies. La majorité écrasante des travailleurs vit d'une pré-pension, d'une allocation de chômage ou de maladie invalidité avant cet âge. L'enjeu pour le



patronat n'est donc pas en premier lieu d'augmenter l'âge légal mais l'âge réel de la pension: celui-ci est en réalité de 58 ans pour les hommes.

Voici le projet de la FEB: "Moins d'un quart des plus de 55 ans est encore au travail. Il faut avant tout augmenter le degré d'activité de ces personnes (...) L'augmentation de l'âge légal de la pension viendra à l'ordre du jour à ce moment-là." (P. Timmermans, directeur général de la FEB dans "De Morgen", 21/6/4). L'Union Européenne joue un rôle clé dans cette politique. Pour renforcer la position concurrentielle de l'Europe par rapport au Japon et aux Etats-Unis, elle a opté par, au nom des "normes de Lisbonne", pour une réforme du marché du travail. Au

cœur de ces normes, on trouve la notion de "taux d'activité", c'est à dire la proportion des personnes effectivement occupées par rapport à la population en âge de travailler. Pour l'UE, ce taux doit monter à 70% pour 2010.

Une attention importante est portée envers le groupe des travailleurs plus âgés: le taux à atteindre pour les 55 à 64 ans est de 50% pour 2010, alors qu'en Belgique seulement 26,6% de cette tranche d'âge était occupé en 2002. L'objectif de 50% est de toute façon intenable dans le cadre actuel. Il faudrait en effet créer chaque année 26.000 emplois supplémentaires pour cette catégorie de travailleurs alors qu'il n'y a eu qu'un accroissement total de 9.000 emplois sur les cinq dernières années...

La raison pour laquelle la Belgique obtient un score relativement mauvais est l'importance relativement grande de son secteur industriel, où de nombreux emplois ont disparu et disparaissent encore, et où les travailleurs sont "usés" dès leurs 50 ans à cause du travail à la chaîne, du travail posté et du travail de nuit. Pendant les années '80 et '90, l'exclusion du travail des plus de 50 ans a été massivement utilisée comme stratégie pour résoudre le chômage des jeunes. Mais, malgré cela, le chômage des jeunes est loin d'avoir été résolu. Ce qui met parfaitement en lumière le nœud du problème: comment veulent-ils mettre les anciens au travail alors qu'il n'y a tout simplement pas de travail? Essayez seulement de vous présenter à une sollicitation si vous avez plus de 50 ans!

## Les vases COMMUNICANTS

Il y existe cinq voies de sortie anticipée de la vie active.

D'abord, il y a la pré-pension. Le travailleur est licencié. Il reçoit une indemnité mensuelle de son ex-employeur en plus de l'allocation de chômage, jusqu'à ce qu'il ou elle atteigne l'âge légal de la pension. Récemment, l'âge minimum de la pré-pension a été fixé à 58 ans. Il y a évidemment les exceptions à cette règle qui sont appliquées lors des restructurations: l'âge de la pré-pension peut alors être abaissé à 50 ans. Le nombre de pré-pensionnés en dessous de 58 ans n'est que de 26.800 personnes. Les patrons doivent payer ces suppléments. C'est une des raisons pour lesquelles ils veulent démolir ce système. Ils savent que les travailleurs âgés arrêtent de toute façon: si ce n'est pas possible via la pré-pension, ce sera par la deuxième sortie, l'incapacité au travail, qui est intégralement assurée par les autorités.

La troisième sortie, ce sont les chômeurs âgés, de deux catégories. D'abord il y a le statut "Canada Dry", qui est la cible de Steve Stevaert, à juste titre d'ailleurs. Tout comme le Canada Dry qui a le goût

du whisky sans causer l'ivresse, ce statut a les avantages de la pré-pension pour le travailleur licencié, qui ne peut être pré-pensionné, sans en avoir les désavantages pour le patron. Le statut formel de pré-pensionné entraînerait entre autres pour l'ex-patron le paiement des cotisations sociales, ce qu'il préfère éviter. Cet



Photo: Indymedia

arrangement est donc particulièrement favorable au patronat. Il est difficile de savoir combien d'arrangements de ce genre existent car il n'y a pas d'obligation de fournir des informations concernant les primes de licenciement à l'ONEm. L'autre catégorie concerne les chômeurs âgés qui n'ont pas de complément d'allocation, mais qui ne doivent pas rester à

la disposition du marché du travail: ils ne doivent tout bonnement plus chercher de boulot. Récemment ce statut a été remodelé: ces personnes devant désormais rester disponibles. Puisqu'il leur est impossible de trouver un emploi pour l'instant, cela ne change de toute façon pas grand chose.

Quarto: il y a la possibilité de pension anticipée proprement dite à partir de 60 ans. Et, finalement il y a l'interruption de carrière à temps plein. Les réformes des régimes de pensions anticipées ont peu d'effet à ce jour.

Il y a un mouvement de vases communicants entre les régimes. Si les anciens ne parviennent pas à se caser dans un régime, ils essaient de quitter ateliers et bureaux par un autre. Ils n'ont pas tort; usés comme ils le sont par des dizaines d'années d'un dur boulot à un rythme souvent infernal. Les spécialistes observent que la baisse du nombre de pré-pensionnés causée par la récente réforme est compensée par l'augmentation du nombre de chômeurs exemptés et des incapacités au travail. ■

Cela n'empêche pourtant pas le patronat de lancer une offensive idéologique contre ce qu'ils qualifient d'un problème "culturel" qui se situe "entre les oreilles", c'est à dire que le départ précoce de l'atelier ou du bureau est désormais compris par les travailleurs belges comme un droit acquis. Ils oublient ainsi d'évoquer que ce sont souvent les patrons eux-mêmes qui se jettent sur cette solution pour faciliter leurs projets de restructuration en faisant payer une bonne partie des coûts sociaux par les citoyens.

Deux arguments sont traditionnellement avancés pour plaider l'augmentation du taux d'occupation des travailleurs âgés. Tout d'abord, il existerait des "déficits structurels de l'offre" sur le marché du travail. Le patronat voit apparaître le démon du plein emploi à travers les développements démographiques. Ce n'est donc pas un hasard s'il est partisan de l'immigration car cela lui permet de pour maintenir son "l'armée de réserve" à un niveau élevé. Le chômage de masse est en effet le principal levier dont le patronat se sert pour modifier à son profit les conditions de travail.

### **Le défi du vieillissement est parfaitement dans nos moyens**

Le deuxième argument est celui du vieillissement de la population. Il constitue pour le patronat un argument très efficace dans la lutte car il parvient assez facilement à convaincre les gens qu'il y a un problème du vieillissement de la population, donc un problème de paiement des pensions, et qu'ils doivent donc "prendre leur responsabilité" au service "de l'intérêt général". Travailler plus vieux donc. Le problème semble double: d'un côté il y a plus de vieux, de l'autre ils atteignent des âges de plus en plus élevés. L'espérance de vie moyenne était de 70 ans lorsque l'âge de la pension fut fixé à 65 ans; actuellement elle est de 85 ans et il faut donc y adapter l'âge de la pension. C'est un sophisme très répandu dans les cercles de la FEB. Il y a trois arguments que nous pouvons

avancer contre cette fable.

- **Primo**, il faut relativiser la prétendue "incapacité à payer les pensions". Car c'est là une question de priorités politiques et sociales. Pour le gouvernement actuel, les priorités sont claires. L'équipe de Verhofstadt a dégagé 8,2 milliards pour des diminutions d'impôt, ce qui représente 3,1% du Produit National Brut. C'est également le coût du vieillissement en 2030, estimé à 3,4% du PNB. Le choix est donc possible: faut-il donner des cadeaux aux patrons ou s'occuper des seniors? Il est normal qu'il n'y ait plus d'argent pour la Sécu, ou que le Budget National pose

## **C'est au patronat de payer pour le maintien de la classe ouvrière**

des problèmes si le gouvernement dilapide ses moyens en faveur du patronat! Ses arguments sont aussi solides que du sable: combien d'emplois les diminutions des charges patronales ont-elles apporté? Le gouvernement n'a exigé des employeurs aucune garantie ni contrepartie en termes d'emplois!

Le ministre Vandenbroucke déclare dans la revue "Vlaams Marxistisch Tijdschrift" (mars 2004) qu'il ne s'agit pas de cadeaux aux patrons mais d'un choix concernant l'assiette imposable: sur quoi voulons-nous lever des impôts? Les charges sur le travail (les contributions sociales) doivent diminuer selon lui, et les charges sur l'énergie doivent augmenter. Mais ces impôts sur l'énergie se font attendre... C'est donc quand même un cadeau au patronat. A titre de comparaison: sur la période 1999-2006, on va seulement dégager 800 millions pour l'amélioration du montant des allocations sociales. Ces dernières ne pourront donc pas suivre l'évolution des salaires réels, ni le

coût de la vie, et les inégalités augmenteront. Les pensions belges sont d'ailleurs déjà assez modestes et réparties très inégalement.

- **Secundo**, l'argument du vieillissement ne tient pas du tout compte de la hausse de la productivité. L'économiste français Michel Husson (membre de la LCR et de la Fondation Copernic, voir <http://hussonet.free.fr/>) a calculé qu'en France la productivité augmente en moyenne de 1,75% par an. Un demi pour cent de hausse de la productivité seulement serait nécessaire pour payer l'augmentation du nombre de pensionnés (voir son ouvrage "Les casseurs de l'Etat social", aux éditions La Découverte). Il resterait alors encore 1,25% pour assurer l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs actifs et pensionnés. Alors que cette dernière n'a été que de 0,5% en moyenne pendant les vingt dernières années!

Il y a donc de la place pour une politique réformatrice de type social-démocrate classique... si les sociaux-démocrates le voulaient, bien sûr! Ce qui est loin d'être le cas car ils s'attaquent au contraire aux travailleuses et travailleurs âgés et à l'âge de la pension des actifs. Hans Bonté (SP.a), qui préside la commission parlementaire "vieillesse" dit clairement que la réponse fondamentale au vieillissement se trouve dans la gestion du marché du travail: il faut augmenter le taux d'activité. Dans cette commission, il y a un large consensus en faveur de la diminution des charges pour atteindre ce but...

- **Tertio**, il y a le problème fondamental du partage des richesses produites dans le Royaume. En Europe, la part des salaires incluant les contributions sociales dans la valeur ajoutée totale est passée de 76% en 1975 à 68% en 2003. Cette perte n'a pas été compensée par la part des bénéfices investis. Les hausses de bénéfices sont au contraire investies quasiment intégralement en faveur des actionnaires: ils disparaissent ainsi dans la sphère financière. Un



TOUT ÊTRE HUMAIN  
A LE DROIT D'OBTENIR  
DE LA COLLECTIVITÉ  
DES MOYENS CONVENABLES  
D'EXISTENCE  
PRÉAMBULE de la CONSTITUTION

débat à l'échelle européenne pourrait se pencher sur le partage de cette valeur ajoutée. Les pensions seraient parfaitement payables si les salaires et les contributions sociales augmentaient et si les revenus financiers étaient mis sur la sellette. Les charges patronales, c'est à dire la contribution des employeurs à la Sécu pourraient ainsi augmenter sans nuire aux investissements!

#### **Attention à la CSG!**

Didier Reynders (MR) propose un système de financement alternatif pour la Sécurité sociale. La baisse des charges fournirait selon lui un pouvoir d'achat accru qui devrait augmenter les recettes de la TVA. Une thèse typiquement néo-libérale qui ne ferait qu'augmenter les inégalités si elle était appliquée. Une personne vivant dans la pauvreté paie en effet le même taux de TVA qu'un riche !

Les syndicats optent par contre pour la CSG (cotisation sociale généralisée) pour répondre aux coûts du vieillissement. C'est une idée d'origine française qui consiste à lever un impôt uniforme sur tous les revenus, même sur ceux provenant du capital ou de la fortune. A première vue, une idée noble, dans l'intérêt général. Cette CSG devrait surtout financer

les allocations familiales et les soins de santé. Ces secteurs ne sont pas directement liés au travail et seraient détachés de la Sécu. Et le patronat paierait moins de cotisations: environ 11% du coût salarial brut est versé en tant que "cotisation patronale" - ces messieurs préfèrent appeler cela des "charges" - au secteur des allocations familiales et à celui des soins de santé. C'est cette contribution patronale qui serait remplacée par la CSG. Les investissements des années 80 et 90 seraient, dans la proposition de la CSC-ACV, considérés en tant que CSG des employeurs, et exempts d'impôts supplémentaires. La logique de la CSG pourrait par contre mener à des retenues plus importantes sur le salaire direct des travailleurs.

Toute richesse sociale que le patronat s'approprie est produit par le travail. Le monde du travail a donc raison de clamer que c'est au patronat de payer pour le maintien de la classe ouvrière, par les salaires directs et indirects comme les pensions et les allocations. Les allocations sociales forment en fait "le salaire indirect" des travailleurs. C'est la part du salaire qui a été socialisée qui paie les allocations. Il ne faut donc pas que ce soient les travailleurs qui crachent au bassinet

pour payer les pensions, mais bien le patronat! Lors de l'édification de la Sécu, le mouvement ouvrier a tout simplement exigé des patrons qu'ils versent un deuxième salaire, indirect parce qu'il est versé dans un pot commun, qui devrait être sous contrôle ouvrier. C'est dans ce pot commun que sont puisées les diverses allocations sociales. De cette façon, les travailleurs s'octroient un peu plus d'égalité: chaque travailleur a le même droit à ces allocations puisé dans le pot commun du salaire socialisé de sa classe.

#### **Pour le maintien de la pension anticipée!**

Pourquoi mettre la pression sur les anciens quand il y a un tel chômage des jeunes et quand il y a plus de richesses qu'il n'en faut pour financer les besoins d'un troisième âge tranquille et bien mérité? Pourquoi garder des travailleuses et travailleurs âgé-e-s au travail quand ils sont brisé-es après des dizaines d'années de labeur?

Les moyens existent pour laisser partir les gens à la pension... à condition de prendre l'argent là où il est et de l'utiliser pour satisfaire les besoins sociaux. ■

Après le long parcours du combattant, la proposition de loi "instaurant une taxe sur les opérations de change de devises, de billets de banque et de monnaies", déposée en juillet 2003 par deux députés SP.A-SPIRIT et cosignée par 7 député(e)s, a finalement été adoptée à la Chambre, le 1er juillet 2004, par une majorité de parlementaires socialistes, chrétiens et écolos. L'abstention venait des libéraux francophones et le rejet de la proposition des libéraux flamands ainsi que du Vlaams Block. PAR DENIS HORMAN

# TAXE TOBIN-SPAHN

## "Ils ont voté et puis après" ...

Après cinq années de collaboration entre les milieux altermondialistes (ATTAC, les deux réseaux -francophone et néerlandophone- contre la spéculation financière) et des parlementaires belges, la Chambre des Représentants adoptait finalement la loi instaurant la taxe Tobin-Spahn sur toutes les opérations de change de monnaies.

### La portée et les objectifs de la taxe

Cette taxe comporterait deux niveaux de perception: un taux faible de 0,01 ou 0,02% qui s'appliquerait à toutes les opérations de change; en cas d'instabilité financière, cette taxe serait portée à 80% pour contrer des attaques spéculatives brutales. En taxant faiblement toutes les opérations de change, cette taxe contre la spéculation et les crises monétaires ne pénalise pas les opérations de commerce. Le produit de cette taxe serait versé à un fonds, créé au sein de l'Union européenne, pour être affecté à la coopération au développement, à la lutte contre l'injustice sociale et écologique et à la préservation des biens publics internationaux. Enfin, cette taxe entrerait en application dès que les autres pays de la zone euro (12 pays de l'UE) auraient adopté des mesures similaires. Mais, vu l'importance de la City londonienne - comme le souligne d'ailleurs la loi votée le 1er juillet 2004 - il est important que les 15 pays les plus importants de l'UE instaurent simultanément ce type de taxe.

C'est bien la raison pour laquelle s'est constitué un réseau européen

"taxe Tobin-Spahn" regroupant, avec le mouvement ATTAC, des ONG, des organisations sociales et syndicales. Ce n'est pas un hasard non plus si, dans le cadre du prochain Forum social européen à Londres (14 au 17 octobre), une place importante sera donnée à ce réseau et à ses activités (une "plénière", un séminaire et des ateliers).

### Un début et non une fin

Avancée par le mouvement ATTAC - et altermondialiste - la taxe Tobin-Spahn revêt une double portée. Une portée démocratique: un acte de résistance à la dictature des marchés. *"Reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la*



sphère financière", comme le souligne la plate-forme internationale d'ATTAC. Egalement une portée solidaire, redistributive: la réduction des inégalités sociales dans le cadre d'une solidarité Nord-Sud. En ce sens, cette taxe

a le mérite de poser le débat sur des mesures d'ensemble pour une redistribution globale des richesses.

Les adversaires de cette taxe - et de toute taxe sur le capital - ne s'y sont pas trompés. Ils ont bien sûr évoqué les obstacles techniques à l'application d'une telle taxe. Mais l'argument ne tient plus: ils savent eux aussi que toutes les transactions de change laissent aujourd'hui une trace au sein des réseaux informatiques que les banques privées ont d'elles-mêmes mis en place pour effectuer les compensations (réseau SWIFT, Clearstream et Euroclear).

En adoptant la loi instaurant la taxe Tobin-Spahn, les parlementaires reconnaissent en quelque sorte la "faisabilité" technique de cette taxe.

Les adversaires ont surtout repéré que, derrière la reprise de l'idée de Tobin, se profilait la remise en cause d'un système dont la finalité était le profit et qui avait réussi à imposer depuis vingt ans la liberté totale pour le capital, ainsi que la remise en cause de la marchandisation du monde.

En ce sens, la taxe sur les transactions de change est un début et non une fin. Un début de régulation politique pour aller plus loin ensuite: construire un autre monde où la justice primerait sur la finance et la solidarité sur le profit.

### Cohérence!

Cette taxe, destinée à réduire la volatilité des capitaux, à ralentir les placements financiers à court terme -

surtout les transactions spéculatives - et à contribuer à une redistribution des richesses, ne prend du sens que si elle est insérée dans un dispositif plus large qui va de la transformation profonde de la fiscalité pesant sur le capital, à la suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire, au contrôle des banques centrales et à l'annulation de la dette du tiers-monde.

Dans sa plate-forme, le Réseau "Action contre la Spéculation financière", qui regroupe plus de 50 associations francophones, a tenu d'ailleurs à lier la revendication d'une taxation des mouvements financiers spéculatifs à d'autres mesures telles que "un cadastre des fortunes, la levée du secret bancaire, la suppression des paradis fiscaux...".

Nos parlementaires ont voté majoritairement une loi qui peut être considérée comme le "modèle le plus abouti", servant d'exemple pour d'autres parlements. C'est un point positif.

Mais, les mêmes parlementaires ont voté en décembre 2003 la "déclaration libératoire unique" (DLU), en fait l'amnistie fiscale qui donne carte blanche aux fraudeurs pour leur permettre de laver leur argent "plus blanc que blanc". Les mêmes parlementaires sont bien décidés à ratifier le "Traité établissant une constitution pour l'Europe", traité qui consacre la liberté de circulation des capitaux, assimilant "l'intérêt commun" à "la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs"; traité qui rappelle l'autonomie de la Banque centrale européenne (BCE) par rapport aux institutions politiques élues, confirmant ainsi le renoncement des Etats à intervenir en matière de politique monétaire.

Le travail d'information, de mobilisation et d'interpellation politique, mené par ATTAC et le mouvement altermondialiste a de beaux jours devant lui! ■

**Du 14 au 17 octobre se tiendra, pour la troisième année consécutive, un Forum social européen (FSE) à Londres. Des milliers de participant-es sont attendu-es pour les centaines d'ateliers, plénières, meetings et manifestations de toutes sortes. Les militant-es de la IVe Internationale ont été très actif/ves dans la préparation de ce FSE et notre courant organisera plusieurs activités.** PAR DAVID DESSERS

## Un FSE au cœur du NÉOLIBÉRALISME

La journée d'ouverture du Forum, le jeudi 14 octobre, se terminera par un meeting de la IVe Internationale avec, parmi les intervenants, le célèbre cinéaste Ken Loach ainsi que des militant-es de plusieurs pays européens. Un journal spécial sera largement diffusé grâce à la collaboration entre nos camarades de *Rouge* (hebdomadaire de la LCR française) et de *Socialist Resistance*, mensuel britannique.

Mais un Forum social, c'est avant tout un espace de rencontres et de débats entre militant-es de mouvements sociaux de tous horizons. Le FSE a l'ambition d'être à la source d'innombrables nouvelles alliances et campagnes. La désormais traditionnelle Assemblée des mouvements sociaux élaborera un Appel afin de concrétiser un agenda de rendez-vous et de mobilisations internationales communs pour l'année à venir.

Le programme du FSE 2004 tourne essentiellement autour de six axes: la guerre et la paix; la démocratie et les droits fondamentaux; la justice et la solidarité sociale en Europe; la globalisation néolibérale et la justice globale; la lutte contre le racisme, les discriminations et l'extrême droite et enfin la crise écologique et les alternatives durables. Dans le cadre de ces axes, une attention importante est accordée à la question sociale en Europe.

Ce n'était pas une évidence il y a quelques mois car le comité d'organisation britannique souhaitait tout orienter sur la question de la lutte contre la guerre et l'occupation de l'Irak ainsi que celle de l'antiracisme. Des thèmes importants en soi, naturellement, mais il aurait été problématique de tenir un FSE sans aborder des sujets tels que la Constitution européenne et la politique néolibérale de l'UE. Deux aspects

expliquent cette optique initiale. Le mouvement anti-guerre a été le mouvement social de loin le plus massif de ces dernières années en Angleterre. De plus, alors que, dans la plupart des pays européens, l'UE a été utilisée comme un instrument pour appliquer "par en haut" des mesures néolibérales qu'il aurait été difficile d'imposer dans le cadre des seuls rapports de forces nationaux, la Grande-Bretagne de Thatcher des années des '80 n'a pas eu besoin de l'Union européenne pour imposer une politique néolibérale brutale à la classe ouvrière britannique. Cette édition du FSE aura donc lieu dans un des principaux bastions du néolibéralisme en Europe. Le secteur privé y a développé comme nulle part ailleurs une mainmise quasi-absolue sur la vie sociale dans son ensemble.

Les mouvements sociaux grecs se sont déjà proposés pour accueillir le FSE 2005. Mais il doit encore être décidé s'il se tiendra bel et bien un FSE l'année prochaine. Beaucoup estiment que le rythme des Forums sociaux trop élevé - un Forum social mondial et un Forum social européen annuels - cela fait beaucoup à côté des calendriers nationaux forts chargés. L'alternative, qui sera tranchée à Londres, serait de tenir le FSE seulement tous les deux ans.

Pour la Belgique, la CSC sera présente avec une importante délégation de 300 personnes, quant à la FGTB elle organise un car. Le Forum Social de Belgique participera avec une délégation de 120 personnes, sans oublier ceux et celles qui feront le trajet par leurs propres moyens. Il n'est pas exagéré d'attendre près de 600 à 700 personnes de Belgique à Londres. ■

**C'est Clair et Net sur:**  
<http://www.fse-esf.org>

Qu'il ait 10 ans, si l'on considère que le démarrage du mouvement altermondialiste date de l'insurrection néo-zapatiste, ou 5 ans si on le date des mobilisations contre l'OMC à Seattle en novembre 1999, l'altermondialisme est jeune. Cette "internationale" d'un tout nouveau genre est cependant déjà confrontée à un problème stratégique important. La question est: comment se comporter par rapport au pouvoir politique ? Sur ce point, comme sur d'autres, les opinions divergent. Denise Comanne, animatrice du CADTM et membre du POS s'exprime ici en son nom. Nous publions également des extraits d'un article inédit en français de Susan George (directrice-associée du Transnational Institute d'Amsterdam et vice-présidente d'ATTAC-France) publié par la revue étatsunienne "Foreign Affairs" en 2002 (1).

**Denise COMANNE:**

Le mouvement altermondialiste propose des alternatives politiques au moyen de revendications portées par ses multiples composantes. Il dessine (sans le vouloir expressément) l'ébauche d'un programme politique alternatif complet (question paysanne, question du genre, question de la justice fiscale, des rapports Nord-Sud, du travail, du commerce, etc.). Au Nord comme au Sud, les gouvernements dits de gauche, portés au pouvoir par des votes massifs pour un changement de société, devraient puiser dans ce vivier les éléments de leurs politiques et mettre en application les revendications des mouvements sociaux et citoyens.

Que constate-t-on ? Par exemple, le Labour Party de Blair pousse son pays dans la militarisation à outrance dans la foulée des Etats-Unis (il n'est pas le seul) malgré le rejet populaire massif de cette politique. Au Brésil, Lula, porté au pouvoir par vingt années de mobilisations, met au rancart le programme du Parti des Travailleurs. Que faire par rapport à cette situation en apparence inextricable ?

Dans sa stratégie, le mouvement altermondialiste doit veiller à une stricte indépendance par rapport aux gouvernements et aux partis politiques qui les composent, même ceux issus de ses rangs. Cela ne signifie pas qu'ils doivent avoir une attitude attentiste du genre: "Nous proposons, ils disposent". Ils doivent au contraire réfléchir et agir davantage par rapport au facteur politique pour peser

d'avantage sur celui-ci. Il n'y a pas "d'amis politiques" à préserver: la triste réalité prouve que les mouvements sociaux doivent maintenir une pression constante quels que soient les partis au pouvoir.

Le mouvement altermondialiste doit aussi être de plus en plus vigilant pour éviter le piège de la récupération. Nous sommes confrontés à une série impressionnante de "touristes politiques" lors des Forums Sociaux qui déclarent: "Je vous ai compris" et s'empressent dans leurs instances de dénaturer complètement le sens de nos revendications, utilisant notre vocabulaire pour appliquer des "réformettes" vides de sens vu l'ampleur des enjeux actuels (exemple: certaines moutures de budget participatif), quand ce n'est pas carrément des politiques capitalistes. A ce propos, il serait nécessaire de remettre à l'ordre du jour dans nos discussions la révocabilité des élus qui transgressent le pacte conclu avec leurs mandants. Cette pratique, caractéristique de la "Commune de Paris" est malheureusement plus nécessaire que jamais, et ceci non seulement pour les altermondialistes mais pour tous les électeurs.

La stratégie, le concept du Forum social est en train d'évoluer, ce qui prouve heureusement que les Forums vivent. Après avoir mis en mouvement des millions de citoyens dans le monde, on se rend compte que le débat c'est bien; la proposition, c'est mieux mais que tout cela risque de tourner au ronronnement si on ne se tourne pas résolument vers l'action.

**Denise Comanne:**  
"Le mouvement altermondialiste doit éviter le piège de la récupération"

La formule "Forum de débat et de réflexion" permet d'accueillir tout le monde et de gérer les divergences. Ok. Mais il arrive un moment (et je pense que ce moment arrive très vite dans différents Forums) où une grande partie des adhésions disparaît faute d'une mise en œuvre, d'une action réelle. Le débat risque alors de se diluer faute de perspective. Prenons un exemple: le mouvement altermondialiste a pu revendiquer la plus grande manifestation planétaire contre la guerre le 15 février 2003. La droite comme la gauche ont enregistré ce fait (même si elles n'en ont pas tenu compte). Mais, si la lutte contre la guerre a fait consensus, il semble qu'il soit plus dur par exemple d'avoir un "15 février" social. La cause principale, à mon sens, est le frein que des composantes du mouvement actionnent elles-mêmes pour préserver justement "les amis politiques" dont je parlais plus haut. C'est donc de cette stratégie qu'il faudrait débattre en incluant le facteur politique (et ses limites) dans la discussion.

Cette question est liée à un autre aspect stratégique dont le mouvement doit se saisir: combattre son propre risque d'institutionnalisation. Dans plusieurs Forums, on entend trop souvent: "De toute façon, c'est les grosses organisations qui mènent le jeu; moi, je me barre, je ne trouve pas ma place dans ce forum". Pourquoi est-ce lié au point précédent ? Précisément parce que certaines grosses organisations, outre qu'elles ont les moyens humains et financiers de peser dans les décisions ou non-décisions des Forums,

## Susan George: "L'option tacitement partagée est qu'il est possible de travailler au travers des structures politiques existantes."

sont souvent celles qui ont une "relation" avec des partis politiques. Donc, malgré la volonté annoncée "d'agglutiner" toutes les forces au sein du mouvement altermondialiste, elles constituent pour certains un repoussoir parce qu'elles freinent la perspective d'action qui devient urgente pour beaucoup d'altermondialistes.

Voilà donc les débats stratégiques nécessaires qu'il faut oser aborder si on veut vraiment voir un jour "l'autre monde". ■

### Susan GEORGE:

Les gens qui participent au mouvement global des citoyens comprennent, certains de façon plus claire que d'autres, que seul un projet politique global peut sauver l'écologie planétaire et permettre à tous l'intégration en termes de décence et de dignité dans une économie globale.

(...) A Porto Alegre et ailleurs, le but ne se limite pas à empêcher que l'adversaire continue à commettre des horreurs, mais également d'obtenir un consensus autour d'un programme plus énergique de propositions, de solutions et de stratégies afin de les concrétiser. Bien que cela soit souvent éclipsé par la violence, les contre-sommets ont toujours mené à bien des assemblées informatives qui attirent des milliers personnes, avec des experts reconnus du mouvement qui donnent des séminaires et dirigent des débats. A Göteborg (en 2001), il y eut une rencontre via vidéo et écran géant, entre huit experts et Romano Prodi, Joschka Fischer, Javier Solana et deux premiers ministres. Dans ces débats, il

faut aussi aborder les réactions pleines de panique, d'irresponsabilité et de violence de la part des Etats et des élites multinationales ainsi que la violence d'éléments (souvent infiltrés par la police) qui prétendent être du côté des manifestants. (...)

Le mouvement global des citoyens veut continuer à être ce qu'il est: un mouvement. Jusqu'à présent, il n'a pas tenté de se transformer en parti politique, et encore moins en parti "révolutionnaire". Certains de ses participants ont des parcours politiques partidaires très divers, d'autres pas du tout. L'option tacitement partagée est qu'il est possible de travailler au travers des structures politiques existantes. Personne ne sait pendant combien de temps cette conviction durera encore. Car il est extrêmement préoccupant de constater que la confiance dans la politique traditionnelle s'érode avec tant de rapidité. C'est pour cela qu'il est urgent de traiter les problèmes que le mouvement des citoyens met en avant: s'ils ne sont pas résolus rapidement, nous serons témoins d'une division sociale encore plus prononcée, d'un rejet plus grand encore envers les institutions nominalement démocratiques, d'un durcissement des positions, de la confrontation et d'une escalade de violence, surtout étatique. A ce moment là, il sera donné raison à ceux qui soutiennent que le système mondial actuel est incapable de s'autoréguler et de se réformer. (...)

Les conséquences de l'extension de la méfiance envers la politique traditionnelle sont prévisibles. Les gens qui, comme moi, luttent afin d'éviter le chemin de la répression, de la révolte et du chaos et proposent des solutions pratiques, les gens qui espèrent non pas une indéfinissable "révolution" mondiale, mais bien un Etat Providence Universel - un objectif parfaitement viable matériellement - seront alors marginalisés ou se radicaliseront. (...) La communauté internationale, dirigée par le G8, a jusqu'à

présent rejeté toutes les occasions de remédier aux différents problèmes et n'a prêté attention qu'à une minorité d'entre eux. C'est pour cela que surgit, au niveau international, une nouvelle génération d'opposition, pas exclusivement composée de jeunes, une sorte de "génération qui ne connaît pas de différence de génération, de classe, de genre ni de nationalité". (...)

Le triomphe du riche sur le pauvre, du marché sur la société, de la rapacité sur la nature n'est pas inévitable. Nous serons écoutés, surtout aujourd'hui, après le 11 septembre. Ce dernier annonce une époque d'insécurité radicale et de conflits post-étatiques. Nous affrontons désormais un ennemi intangible, non déclaré et non-territorial qui ne lutte pas pour des objectifs traditionnels et ne respecte aucune des "règles du combat" qui ont prédominé dans les siècles passés (...).

Quels chemins devons-nous choisir pour l'empêcher d'atteindre ses objectifs tout en remédiant aux questions critiques telles que la destruction de l'environnement, la pauvreté et l'inégalité, la crise de la démocratie et de la délégation d'autorité et la crise de récession-dépression? Ces chemins existent, mais jusqu'à présent nos chefs politiques semblent déconcertés et ne montrent aucune capacité de vision. Une fois de plus, c'est aux citoyens de les convaincre qu'ils doivent agir avec audace. (...).

Ce qui est nécessaire, c'est une stratégie keynésienne, actualisée et globalisée, pas seulement aux Etats-Unis et en Europe, mais dans le monde entier. Il faut que d'importantes injections de ressources se concentrent sur la crise de l'économie globale. Et cela doit aller de pair avec l'attention à l'environnement, l'éradication de la pauvreté et la façon démocratique de gouverner. ■

(1) <http://www.foreignaffairs-esp.org>

**Les médias européens, qui suivent patiemment chaque événement de la campagne électorale américaine, nous parlent du président sortant G.W. Bush et de son opposant John Kerry. Mais ils négligent constamment de rapporter ce que font les syndicats et le mouvement antiguerre américains. Ils oublient d'indiquer les alternatives aux partis jumeaux du capitalisme (Twin Parties Of Capitalism) que sont le vieux parti républicain (Grand Old Party - GOP) et le parti démocrate (Democratic Party - DP). Tout en restant marginales, ces alternatives existent bel et bien.** PAR MIKAEL DUTHU

## Où en est LA GAUCHE ?

Durant toute l'année 2003 et au début 2004, de violentes luttes syndicales ont eu lieu aux USA et ont été systématiquement tuées par nos médias européens. C'est notamment le cas du mouvement des travailleurs affiliés au syndicat United Food & Commercial Workers Union (UFCW). Après plusieurs semaines de lutte, ils ont dû accepter que leurs patrons déduisent 2,8 \$ de leur salaire. Des défaites telles que celles-ci sont dues au fait que le grand syndicat coordinateur de tous les petits syndicats, l'AFL-CIO (Fédération du Travail Américain), est dominé par une bande de bureaucrates fidèles aux démocrates, eux-mêmes vassaux du grand capital. L'AFL-CIO a naturelle-

ment une influence directe sur la campagne électorale; le syndicat est responsable de l'appel au soutien électoral à l'un des deux grands partis (aux USA, cet appel de soutien électoral est connu sous le nom de "endorsing"). Cette année, comme toutes les autres, il recommande à ses membres de soutenir le candidat démocrate. Une autre lutte à souligner, elle aussi entreprise cette année par les syndicats, est celle des travailleurs de Wal-Mart. A Wal-Mart, il n'y a pas de droit à l'organisation syndicale des ouvriers. C'est pour cela que les syndicats américains, l'AFL-CIO y compris, ont commencé une campagne de recrutement des ouvriers de cette compagnie. Des tra-



### L'impasse Kerry

Alors que le bilan de Bush est catastrophique; alors que l'immense majorité de la gauche s'est ralliée au candidat démocrate: celui-ci ne parvient pas à faire la différence dans les sondages. Au lieu du boulevard potentiel, c'est bien dans un mur que le Parti démocrate est en train de foncer, entraînant avec lui l'essentiel de la gauche et des mouvements sociaux. La raison pour laquelle Kerry est incapable de faire la différence est évidente: l'électeur états-unien lui-même a bien du mal à faire la différence entre les deux candidats. Et il risque de préférer l'original à la copie, la sincérité imbécile de Bush aux poses de Kerry, qui apparaît moins constant à force de vouloir balayer tout à la fois à gauche, au centre et à droite. Et comme la gauche, épouvantée par l'administration en place, lui est largement acquise quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, c'est bien à droite qu'il cherche à convaincre. Sans qu'il y ait totale similitude, la ressemblance est frappante sur presque tous les sujets. Il a même répondu récemment à un journaliste qu'il aurait sans hésiter voté l'invasion de l'Irak tout en sachant qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive. Il y a pourtant une bien réelle arme de destruction massive qui fait des ravages dans les rangs de la gauche américaine, c'est l'idéologie du "Anybody But Bush", autrement dit : "N'importe qui plutôt que Bush". L'exemple célèbre de Michael Moore est typique de cet autisme paralysant : ancien partisan de la construction d'un tiers parti, il a affiché son soutien à Kerry en s'exhibant à la convention démocrate, et ce alors même qu'il y était interdit de parole. Cette capacité de la gauche à se réduire elle-même au silence et à s'auto-intoxiquer à grands coups de "menace fasciste" représentée par Bush a fait d'innombrables victimes, y compris (à un moindre degré) chez des penseurs radicaux comme Naomi Klein ou Noam Chomsky. Pourtant, si à chaque fois que les républicains présentent un idiot dangereux, il fallait se rallier aux démocrates, il n'y aurait sans doute jamais de candidat de gauche indépendant. Et c'est d'ailleurs très exactement ce à quoi sert le Parti démocrate dans le système politique américain: neutraliser la gauche en l'absorbant. ■ D'APRÈS L. MARCAUCHIEL, DE SAN FRANCISCO POUR ROUGE (16/09/04)

vailleurs ayant auparavant été syndicalisés ainsi que les grands dirigeants syndicaux considèrent que cette lutte pourrait durer plusieurs années, voire qu'elle est impossible, qu'elle impliquera plusieurs procès en justice ainsi que des licenciements d'ouvriers "réceptifs" au message des syndicalistes.

En ce qui concerne le mouvement anti-guerre, celui-ci est aujourd'hui profondément divisé sur le plan électoral. L'organisation UFPJ (Unis Pour la Paix et la Justice), maintient une position "du moindre mal" en soutenant les Démocrates avec l'idée que Kerry mettra fin à la guerre et qu'il n'en commencera pas de nouvelle. En même temps, l'organisation ANSWER (Association pour l'Arrêt de la Guerre et la Fin du Racisme) soutient, non sans réserves, la candidature de John Parker (candidat de la gauche radicale). Les grandes manifestations organisées par ces deux organisations sont, elles aussi, plus



ou moins délaissées des médias. C'est le cas notamment de celle qui a eu lieu devant le Madison Square Garden à l'occasion de la convention nationale républicaine. Cette manifestation a finalement réuni 5 000 personnes, malgré le fait que les autorités new-yorkaises aient voulu la déclarer illégale dans l'"*intérêt de l'ordre public*". Pour sa part, ANSWER a entamé un procès contre les autorités pour obtenir le droit de manifester à Central Park.

A propos des alternatives aux deux grands partis du capital, il n'y a malheureusement pas grand chose à dire. Le candidat aujourd'hui reconnu comme le troisième homme officiel, Ralph Nader, a décidé de participer pour la troisième fois aux élections. Il se présente sans les verts - qui présentent leur propre candidat, David Cobb - mais avec l'aide de l'un

de leurs chefs de file, Peter Camejo (ex-trotskyiste, candidat du SWP à la présidence de 1976, qui a obtenu près d'un millions de voix), et de Pat Buchanan (ultra-conservateur).

Face aux accusations selon lesquelles il aurait provoqué la victoire de Bush en 2000 - alors que la preuve est faite qu'il attire au moins autant de voix démocrates que républicaines - , Nader se défend en invoquant le droit inaliénable de chacun/e à voter librement (là, il a naturellement raison). Néanmoins, il ne faut pas oublier que la campagne 2004 de Nader a pris une tournure plus opportuniste que d'habitude. Il attaque maintenant Bush pour ses relations avec la Chine, de nature "communiste". Ses propos contre Israël sont clairement teintés d'antisémitisme et, probablement pour faire plaisir aux électeurs de Buchanan, il a déclaré qu'"*Israël*

*contrôle les USA*" et pas le contraire. Deux autres candidats alternatifs sont également à signaler: Roger Caleros, du SWP (ex-IV Internationale), présent à New York et en Californie, ainsi que Walt Brown, candidat du Socialist Party (parti social-démocrate non-membre de l'IS, plus ou moins fidèle à ses racines anti-capitalistes), également présent dans deux ou trois états.

Finalement, un dernier élément intéressant est la plate-forme électorale John Kerry, qui joue sur l'indécision de la gauche américaine. Cette plate-forme a été élaborée par des personnalités considérées par les américains comme des gens de gauche, ou du moins progressistes (pour attirer les indécis), tels que George McGovern et Arthur Miller. Comme le disent les "Liberals" pro-Kerry "*The Democrats are COMING!*" ("Les Démocrates arrivent!").■

## Une annulation de 100% de la DETTE DES PAYS PAUVRES? Bush toi de là!

PAR OLIVIER BONFOND

Le remboursement de la dette est l'un des principaux obstacles à un développement humain durable au Sud. George "dubbeyou" Bush a la ferme intention de résoudre ce problème: il a récemment annoncé à l'opinion publique internationale qu'il proposait 100% d'annulation des dettes des pays pauvres envers le FMI et la Banque mondiale !

Cette proposition a évidemment des allures flagrantes de tactique électorale. Georgie boy, grand guerrier, mais aussi et surtout grand défenseur du Bien contre le Mal n'a pas fini de mettre en avant sa fibre humanitaire...

Ensuite, il s'agit d'essayer de gérer la crise croissante de légitimité de la BM et du FMI qui fêteront cette année leur 60<sup>e</sup> anniversaire. De plus, 100% n'est pas égal à 100%: seule la dette multilatérale, c.à.d. celle dûe au FMI et à la BM, serait concernée. D'autre part, le gouvernement US n'a pas encore donné la liste des pays qui bénéficieraient de cette annulation, ce qui constitue un moyen

de pression supplémentaire pour pousser les pays du Sud à faire allégeance à la politique US. Peu importe, le but réel est sans doute de faire croire à l'opinion publique internationale que le problème de la dette des pays du Sud serait définitivement résolu. L'initiative PPTE (Pays Pauvres très endettés), ayant débuté il y a 5 ans, avait le même objectif. Elle n'a en effet résolu en rien le problème. La situation des pays qui ont bénéficié d'un allègement de dette via cette initiative est loin de s'être améliorée: leur niveau d'endettement reste financièrement insoutenable et 10 des 14 PPTE continuent à rembourser plus que ce qu'ils ne dépensent pour la santé ou l'éducation.

En outre, les derniers chiffres de la Banque mondiale montrent que la dette extérieure totale des PPTE est plus importante aujourd'hui qu'en 1999 ! Signalons également que les risques sont grands pour que cette annulation, si elle a lieu, n'implique aucune nouvelle ressource financière pour les pays bénéficiaires: le gouvernement US propose

que cette annulation soit financée par une réduction des crédits dirigés vers les pays bénéficiaires !

Il faut donc rester très critique quant à l'utilité et l'efficacité d'une telle proposition. Sans oublier que pour l'instant, ce ne sont que des mots. Cette proposition représente pourtant une opportunité pour augmenter la pression sur les gouvernements du Nord et, dans ce contexte, le rôle des organisations et mouvements sociaux est primordial. Après les élections, il sera sans doute trop tard... ■



**L'ogre capitaliste ne recule devant rien pour satisfaire sa soif de profit et certainement pas devant l'exploitation de l'Homme. Prix de plus en plus bas, délais de plus en plus courts, les droits des travailleurs sont ainsi bafoués chaque jour dans le monde entier au nom du "développement économique", du "progrès" ou encore de la "liberté de marché". Dans l'industrie du textile, les principales victimes de cette exploitation sont d'abord les femmes et les enfants. Votre paire de chaussures vous a coûté cher ? A eux aussi !** PAR SEBASTIEN BRULEZ

# Le prix de l'ÉLÉGANCE

Alors que les grandes marques sont prêtes à débours des millions d'euros pour s'attribuer les services de tel ou tel sportif pour la promotion de leurs vêtements, les personnes qui les fabriquent gagnent à peine de quoi survivre.

Un rapport daté de 2004<sup>(1)</sup> décrit une situation alarmante: sécurité d'emploi nulle, heures supplémentaires non payées, interdiction de s'organiser en syndicats, salaires de misère et absence de sécurité sociale sont légion dans l'industrie textile. Afin de réduire leurs coûts au maximum, les grandes chaînes de magasins ont depuis longtemps déserté nos pays

aux normes sociales trop élevées. En Europe, au cours de la décennie des 80, le secteur du textile et de l'habillement a perdu 1.350.000 emplois, soit 35% de la totalité de ses travailleurs<sup>(2)</sup>. Aujourd'hui, les multinationales de l'habillement font appel à des sous-traitants situés dans des pays où la législation est plus clémente à leur égard.

Ainsi El Corte Inglés, leader des grandes surfaces en Espagne, se trouve directement dans les usines marocaines. La plupart des employées de ces usines sont des femmes seules (main-d'œuvre docile aux doigts de fée). Vingt pour cent

d'entre elles ont entre 14 et 18 ans. La majorité ne dispose pas de contrat écrit et une sur trois est illettrée. En haute saison, elles travaillent de 12 à 13 heures par jours et parfois même jusqu'à plus de 16h. Leur contribution à la sécurité sociale est directement déduite de leur fiche de paie. Mais bien souvent, cet argent n'arrive même pas jusqu'à l'organisme responsable.

## "There is no work law here"

La plupart des pays disposent pourtant de lois protégeant les travailleurs. Dans ce cas, il devient urgent pour les multinationales de les contourner. Une des solutions est la création de zones franches, un désastre écologique et social. Ces zones d'exploitation abondent en Amérique centrale, en Chine, aux Philippines ou encore à la frontière nord du Mexique, à portée de main de l'Oncle Sam. Ici, les entreprises de sous-traitance US sont appelées "Maquiladoras".

Au Moyen-Orient, le gouvernement israélien veut profiter de la construction du mur pour implanter des zones industrielles sur les terres spoliées aux paysans palestiniens. Avantages ? Les travailleurs ne seront pas soumis à la législation du travail en vigueur en Israël. Il en va de même pour l'environnement. Quand aux salaires, ils ne dépasseront pas le tiers de ceux pratiqués de l'autre côté du mur<sup>(3)</sup>.

## Contrôles inefficaces

Pour lutter contre ce phénomène d'exploitation, certains gouvernements se dotent de contrôleurs qui

## Fin des quotas d'importations: l'emploi va trinquer

L'industrie textile mondiale va connaître un profond bouleversement à la fin de cette année. A cette date, et suivant une décision prise en 1994 dans le cadre de l'Uruguay Round, seront en effet abolis les quotas à l'importation des produits textiles dans l'UE et aux Etats-Unis, les deux principaux importateurs mondiaux. Ce nouveau pas dans la libéralisation de l'industrie textile, déjà l'une des plus mondialisée, va entraîner une concurrence acharnée entre les pays producteurs, essentiellement du Sud. Le secteur emploie 40 millions de travailleurs dans le monde, dont 2,7 millions en Europe (37.500 en Belgique). La fin des quotas sera catastrophique pour l'emploi et les conditions de travail - déjà pénibles - à la fois dans les pays du Nord (selon certaines études, respectivement 15% et 13% des emplois du secteur seront supprimés en Angleterre et en Allemagne) et ceux du Sud. Pour ces derniers, parmi les plus pauvres dans lesquels cette industrie représente une part importante de leurs exportations, il sera difficile de survivre à la concurrence des mastodontes chinois ou indiens. Les partisans de ces accords vantent le fait que les consommateurs y trouveront leur compte. Mais à quel prix pour les travailleurs du secteur ? Une baisse des prix serait tout autant possible en réduisant, par exemple, les frais publicitaires qui pèsent lourdement dans le prix de vente des produits... ou dans la réduction des vertigineux bénéfices engrangés par les directions des multinationales et de leurs actionnaires (le marché représente 280 milliards d'euros annuels). ■

A.R

sillonner les usines. Mais la plupart du temps ils sont eux aussi sous-payés (ce qui les rend corruptibles) et trop peu nombreux pour le nombre d'usines à surveiller. Certains ont même témoigné avoir reçu des instructions pour être plus "conciliants envers les entreprises, étant donné que celles-ci contribuent à la croissance économique du pays".

Avant les Jeux Olympiques d'Athènes, la campagne internationale *Play fair at the Olympics* fut lancée. Son but était de faire pression sur les grandes marques et sur le Comité international olympique (CIO) pour qu'il exige de ces sponsors qu'ils respectent les droits fondamentaux des travailleurs. En Belgique, elle fut mise en marche par la campagne Vêtements propres, la FGTB, la CSC, Oxfam-Solidarité et les Magasins du monde-Oxfam.

Un mois après les JO, les réactions sont mitigées. Le CIO a catégoriquement refusé de porter une quelconque responsabilité pour le respect des droits des travailleurs occupés dans les filières d'approvisionnement de ses sponsors (!). Malgré une avancée dans certains domaines et même la résolution de conflits entre employeurs et salariés, la fédération mondiale de l'industrie du sport n'a pas répondu de manière significative aux propositions de la campagne. Des efforts gigantesques restent donc à faire et il en va de la responsabilité des citoyens des pays importateurs de donner de la voix et de la faire entendre, notamment par le boycott ou par tout autre moyen d'action. Gardons toujours à l'esprit cette demande de Marta, ouvrière hondurienne: "*Je voudrais que les gens qui achètent ces vêtements sachent leur coût réel en ce qui concerne les sacrifices que nous faisons pour les produire*". ■

(1) *Trading away our rights, Women working in global supply chains*, Oxfam International et Make trade fair, 2004 (2) Denis Horman, *Les délocalisations d'entreprises*, GRESEA, février 1996 (3) *Meron Raport* in *Le Monde Diplomatique*, juin 2004

## Irak: une résistance populaire impopulaire ?

Quelques mois après le "transfert de souveraineté" à un exécutif irakien qui s'est empressé de rétablir la peine de mort et s'occupe à museler la liberté d'expression, le chiffre des 1.000 soldats US tués en Irak a été dépassé. Au mois d'août, la moyenne quotidienne des attaques de la résistance était de 87 contre 52 en juillet. "*Les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle de l'Irak*" titre *Le Monde* du 19-20 septembre. "*Les groupes de la résistance s'unifient et se renforcent, les forces de la coalition se sont retirées et ont abandonné des territoires entiers (...) bombardements et incursions meurtrières ne suffisent pas à écraser la rébellion*". C'est on ne peut plus exact, mais le journaliste ajoute aussitôt que "*les Irakiens ne s'en réjouissent pas*" (il les a tous interrogés ?) car "*ils n'ont d'autre choix que de se sentir piégés entre deux forces combattantes et résignés à voir leur pays sombrer dans le chaos*" ! Il est donc encore difficile pour la presse bourgeoise de reconnaître la réalité; si la résistance "*s'unifie et se renforce*" c'est que son soutien populaire s'élargit tout autant. Et si chaos il y a, il est largement le fait de l'occupant et de ses supplétifs locaux. Souligner complaisamment les déboires de "l'allié américain" est une chose, admettre que la seule solution est celle de l'autodétermination démocratique du peuple irakien sans présence armée étrangère est un pas que les médias et nos gouvernements ne sont pas prêts de poser. ■



## Gros conflit social en vue à Alitalia

Un important conflit social est en train de couver en Italie. La direction du groupe Alitalia, la compagnie aérienne nationale (dont l'Etat est actionnaire-majoritaire à 62%) a annoncé début septembre un plan de "sauvetage" dont les victimes seront - tiens donc ! - les travailleurs. 5.100 postes de travail sont sur la sellette (sur 21.000 au total). Les conditions de travail sont également durement remises en cause avec une diminution des primes, des congés et du tarif des heures supplémentaires. De plus, 7.000 autres travailleurs seraient regroupés dans une nouvelle société du groupe, majoritairement ouverte aux capitaux privés - un pas de plus dans la privatisation de la compagnie. Face à l'opposition des syndicats, le gouvernement Berlusconi soutient fermement la direction du groupe. Le ministre des finances fait ainsi un chantage odieux aux syndicats: l'octroi d'un crédit indispensable de 400 millions d'euros à Alitalia est conditionné à leur acceptation du plan. Dans le contexte de la concurrence des compagnies à bas prix (Ryanair...), plutôt que de forcer ces dernières à modifier leurs conditions de travail, la direction et le gouvernement poussent ainsi au contraire la compagnie nationale à s'aligner sur ces dernières. Avec toutes les conséquences sociales à la clé. ■

## Réfugiés: les demandes baissent, pas l'exploitation

Peu de médias l'ont évoqué, mais les chiffres parlent d'eux-mêmes: les demandes d'asile dans toute l'Europe connaissent une chute importante. Moins 7% en Suisse, -25% en Suède, -24% en Autriche, -20% en Angleterre... Pour les spécialistes, la fin de certains conflits dans le monde et (surtout !) le durcissement de la Forteresse-Europe sont les principaux facteurs explicatifs. C'est l'évidence; en 2003, sur 511.000 demandes d'asile déposées dans les pays-membres de l'UE... 51.000 ont été acceptées ! Si les autorités se gargarisent de la réduction du nombre des demandes, qui semble "légitimer" (de leur point de vue) leurs politiques arbitraires, iniques et inhumaines, la réalité est toute autre car ces mesures, loin de stopper les arrivées, n'ont fait que gonfler les filières clandestines. Sachant désormais qu'il y a peu de chances d'obtenir un asile légal, des milliers de personnes n'ont plus d'autre choix que de se confier à des passeurs sans scrupules. De plus en plus de personnes risquent ainsi leur vie, comme on l'a vu cet été avec les multiples naufrages dramatiques au large des côtes espagnoles ou italiennes. Arrivés clandestinement, les réfugiés sont ensuite immédiatement la proie des patrons "négriers" du travail clandestin. ■



Philippe Corcuff est sociologue. Il enseigne de la philo politique à Lyon, est membre du conseil scientifique d'Attac et collabore à Charlie Hebdo. Après avoir été marxiste dans le PS, puis ayant cherché vainement la "politique autrement" chez les Verts, il a atterri en 1999 à la Ligue Communiste Révolutionnaire. Il ne se dit pourtant ni communiste, ni révolutionnaire, ni marxiste, mais... social-démocrate libertaire! PAR PIPS PATROONS

# Un drôle de ZÈBRE dans le zoo TROTSKISTE

Qu'il ait choisi la LCR c'est sans doute pour son programme 100% à gauche, farouchement anti-libéral, féministe, écologiste, altermondialiste, avec à l'horizon un parti où tous les anticapitalistes auront leur place. Mais il y a plus.

Corcuff considère la LCR comme une organisation qui permet d'élargir la pratique politique à une "démarche d'expérimentation, de tâtonnement, de fragilité", au lieu d'une politique de "maîtrise, de pouvoir". Il s'explique.

Le mouvement émancipatoire républicain est l'héritier des idées des Lumières (que Corcuff préfère tamisées, avec minuscule) comme l'humanisme, la raison, la citoyenneté, le progrès. Le mouvement ouvrier, constatant que l'égalité républicaine était abstraite y a ajouté l'émancipation économique, le socialisme.

Philippe Corcuff



Aujourd'hui, après la débacle stalinienne, le post-réformisme socio-libéral du PS et la montée de l'autonomie individuelle, il faudrait renouveler la démarche émancipatoire avec un volet libertaire. La tradition anarchiste a mis en question, davantage que les autres mouvements émancipateurs, le penchant paternaliste, autoritaire des socialistes et l'écrasement de l'autonomie des individualités par les appareils.

Corcuff s'intéresse spécialement à l'individualisme contemporain, au rapport transformé entre le "je" et le "nous". Contre l'objectivisme "collectiviste" et le subjectivisme "individualiste", il défend une lecture de Marx selon laquelle celui-ci "apparaît attaché à une pensée de l'intersubjectivité davantage que la seule subjectivité. Le fil de l'intersubjectivité marxienne, c'est une subjectivité réinsérée et travaillée dans et par les relations sociales (des interactions de face à face aux institutions et aux structures sociales plus globales)".

C'est par exemple, le cas dans la VIe Thèse sur Feuerbach (1845): "L'essence humaine n'est point chose abstraite, inhérente à l'individu isolé. Elle est, dans sa réalité, l'ensemble des relations sociales". Tout comme pour Miguel Benasayag<sup>(1)</sup>, le "je" n'est pas une instance transhistorique et transculturelle, mais une construction sociale. Cela n'empêche pas Corcuff de remarquer que, dans l'individualisme contemporain, l'aspect de la personnalité autonome est doublé par l'aspect pervers du narcissisme. Liant la question individualiste à la question

de la justice, Corcuff refuse de réduire l'individu à un prix ou à une marchandise, pas plus qu'à une commune mesure sociale.

La singularité humaine est incomparable, elle ne peut être soumise à un seul groupe de mesures. Voilà pourquoi Marx rejetait le nivellement du communisme vulgaire. C'est ici que pointe le côté anthropologiquement pessimiste de Corcuff, car "cette tension entre l'espace commun des mesures de justice et l'individu, l'autrui incommensurable, est insoluble!" La politique émancipatrice doit mettre cette tension en évidence; elle doit "comparer l'incomparable" au lieu de projeter des lendemains qui chantent dans un absolu, soit-il hégélien ou marxiste.

L'émancipation est un horizon qui recule constamment. Voilà pourquoi Corcuff rejette toute idée d'un monde à venir où tout est calme, luxe et volupté, où les contradictions ont été éliminées une fois pour toutes. Voilà pourquoi - hérétique horreur! - il maintient l'État comme institution nécessaire, là où le maxisme considère l'État comme le garant de la reproduction des relations de production et d'exploitation dans une société de classe<sup>(2)</sup>.

Agir en faveur de l'émancipation social-démocrate libertaire signifie que l'on ne se contente pas de "décrasser les logiciens sociaux-démocrates ou stalinien, tous basés sur différentes lectures de Marx, pour retrouver le vrai socialisme". Pour éclaircir et appréhender les trois

grands problèmes nés au XXe siècle, l'individualité (la question de l'individuation), le féminisme (celle du genre) et l'écologie (celle du progrès, des générations futures), on ne peut se contenter du passé. L'horizon émancipateur n'étant pas un plan (quinquennal ou idéal) à réaliser, il faut peut-être rechercher des choses possibles tout de suite; la taxe Tobin, la gratuité et répartition mondiale équitable de l'eau, faire reculer l'aire du profit dans les services publics et les soins médicaux... Explorer les mondes possibles en se méfiant des certitudes avec majuscules dans une démarche expérimentale, questionnante, qui fait des paris, qui combine l'intuition utopique avec une politique élargie qui tâtonne. Et qui n'a pas peur des erreurs, car l'erreur est une bonne chose.



La démarche expérimentale, que Corcuff lie au mouvement féministe, rejette la politique fondée sur la certitude, sur la force, sur la maîtrise mâle des choses et son miroir, le pouvoir - typique selon lui, des traditions socialistes. C'est la politique de la fragilité autour de deux slogans phares: le monde n'est pas une marchandise et un autre monde est possible. L'émancipation exige non seulement le rejet de l'exploitation capitaliste, mais également les dominations non dérivées de l'exploitation, comme le patriarcat. Elle devra également chercher à surmonter l'opposition entre l'individu et la société. Rompre avec le capitalisme ne suffit donc pas.

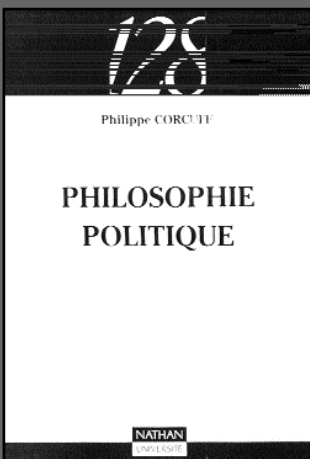
#### Une discussion ouverte

Il semble cependant que Corcuff, par rapport à la propriété et le salariat, fait un retour à Proudhon, c'est à dire vers l'individu-propriétaire (plutôt artisanal) comme garant de son autonomie en tant qu'individu<sup>(3)</sup>. Ici se pose le problème du planning socialiste, de l'autogestion, etc. Il est clair qu'une discussion sur les formes de propriété est plus que nécessaire après le stalinisme et la conception traditionnelle trotskiste des "États ouvriers dégénérés"<sup>(4)</sup>.

La discussion est ouverte. Quoi qu'il en soit, il serait faux de considérer les idées de Corcuff comme imprégnées de la sauce post-moderniste. Rien

n'est moins vrai. Contre tous les pourfendeurs des "grands récits", qui sont en réalité des conservateurs et des réactionnaires, Philippe Corcuff maintient le projet émancipateur du genre humain, des hommes et des femmes, exploités, opprimés et humiliés. ■

Notes: (1) *Le Mythe de l'individu*, Éd. La Découverte, 2004. (2) Corcuff renvoie pour défendre son point de vue à l'article d'Antoine Artous, *Démocratie et émancipation sociale*, dans *Marxisme et Démocratie*, un cahier de la revue de la LCR, *Critique communiste*. (3) Voir l'article d'Antoine Artous à propos de "La Question individualiste" de Philippe Corcuff, dans *Critique communiste* 171, hiver 2004. (4) Référence à un article de Catherine Samary sur Ernest Mandel et la propriété...



## Quelques livres de PHILIPPE CORCUFF :

- *Philosophie politique*, Collection 128, Nathan 2000.
- *Les nouvelles sociologies*, Collection 128, Nathan 2002.
- *La société de verre. Pour une éthique de la fragilité*, Armand Collin 2002
- *La Question individualiste. Stirner, Marx, Durkheim, Proudhon*, Éd. Le bord de l'eau 2003.
- *Prises de tête pour un autre monde. Chroniques*, Éd. Textuel 2004.

La revue *Contre Temps* a consacré son numéro 6 (février 2003) à une discussion des thèmes libertaires d'actualité: "Changer le monde sans prendre le pouvoir? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes" (les éd. Textuel, 48 rue Vivienne, 75002 Paris, ISBN 2-84597-075-7)

L'Allemand le plus haï s'appelle sans doute Peter Hartz, et ce n'est pas étonnant. Ce nom ne vous dit peut-être rien, mais c'est celui qu'il faut prononcer devant un travailleur Allemand quelconque si on veut le mettre en colère. Tous les lundis, des centaines de milliers d'Allemands descendent dans les rues pour le conspuer. PAR FREDERIC LEHEMBRE

## Une "Wahlalternative" au SPD

Avec le départ d'Helmut Kohl et la formation de la coalition rouge-verte de Schröder, nombreux sont ceux qui avaient caressé l'espoir d'une politique de gauche. En 2002, Schröder pouvait encore gagner les élections en menant une campagne contre la politique de guerre de Bush, et en promettant que le redressement économique n'irait pas au détriment de la justice sociale. Mais le débat politique est dominé par le discours selon lequel "le travail est trop cher".

Le 13 mars 2003, dans une adresse à la nation, Schröder dévoilait son

sion du ministre Hartz à condition qu'on ne touche pas aux allocations de chômage.

Le chômage de masse coûterait annuellement 65 milliards d'euros et les pensions plus encore. A côté de la diminution des salaires et des pensions, le gouvernement a avancé la proposition de réduire sérieusement la durée des allocations de chômage. Alors qu'un chômeur peut toucher une allocation complète pendant 32 mois, cette durée serait ramenée à 12 (18 mois pour les plus de 55 ans). Plus grave encore, après

dans le "secteur à bas salaire", les-dits "jobs à 1 ou 2 Euros" au-dessus du minimum vital de 350 Euros par mois. C'est du travail servile, car le refus peut conduire à la perte de l'allocation. Toutes ces mesures seraient d'application à partir du 1er janvier 2005. Le secteur public est aussi en ligne de mire car il est question de diminuer le nombre de jours fériés et d'allonger la carrière jusqu'à 67 ans.

### Gauche syndicale

2003 avait vu le réveil de la gauche syndicale. Après le speech célèbre de Schröder le 13 mars et le lancement de son "Agenda 2010", la réaction ne s'est pas fait attendre. Même des électeurs traditionnels du SPD, qui croient que ce parti protège la sécurité d'emploi, garantit de meilleurs salaires et arrondit les angles du capitalisme, ont commencé à se révolter. Les membres ont déserté le parti en masse. La manifestation de 100.000 personnes à Berlin le 1er novembre 2003, organisée par la gauche radicale et les organisations syndicales critiques, était un premier signal. La traditionnelle alliance entre la social-démocratie et les syndicats commençait à se fissurer sérieusement. Les grandes manifestations de protestation le 3 avril à Berlin, Keulen et Stuttgart, auxquelles 500.000 personnes ont participé, ont renforcé la tendance. Le 3 avril 2004, la gauche syndicale au sein de Ver.di s'est réunie et a décidé de s'organiser comme courant oppositionnel au sein de la centrale. Il ne s'agit pas ici de l'un ou l'autre projet sectaire ou minoritaire mais d'un courant large, qui veut rompre avec le SPD.

### Débouché politique?

Deux initiatives qui ambitionnent de présenter une alternative électorale à



fameux "Agenda 2010" sur la réforme de la sécurité sociale. "Nous devons couper dans les dépenses publiques et demander à chacun plus de sacrifices et de responsabilités", disait-il. Le gouvernement veut notamment économiser 20 milliards d'Euros avec une réforme de l'assurance-maladie. Les syndicats ont formulé des critiques purement verbales. Mais Schröder n'a pas respecté la promesse faite six mois plus tôt aux leaders de l'IG Metall et de Ver.di, deux centrales syndicales qui étaient d'accord de participer à la commis-

une année de chômage, les chômeurs, qui touchaient précédemment une allocation égale à 53% du dernier salaire net, n'auront plus droit qu'à l'assistance publique. Environ 1,8 millions de personnes perdront leur allocation et 30 à 40% ne recevront rien en échange. Dans le cadre des "lois Hartz", les chômeurs sont attaqués sur trois fronts. La durée et le montant des allocations sont réduits. Les gens doivent accepter n'importe quel boulot, sans quoi ils perdent leur allocation. Les chômeurs atterrissent

la social-démocratie ont également vu le jour. Il semble clair que le mariage ancestral entre syndicat et parti est au bord de la rupture. Comme en Grande-Bretagne, la relation entre les deux formations a été longtemps très étroite. La rupture actuelle signifie que les organisations syndicales portent une énorme responsabilité: présenter une alternative politique aux masses qui se rassemblent tous les lundis dans plus de 178 villes, contre la politique de Schröder-Hartz.

L'idée s'impose de lancer une alternative électorale à Schröder d'ici les élections de 2006. Cette "Wahlalternative" est soutenue par certaines directions régionales du syndicat Ver.di, par des militants

autour du mensuel *Sozialismus* et par les économistes keynesiens du groupe *Memorandum*. Parallèlement, l'IG Metall a lancé "l'Initiative travail et justice sociale". La figure centrale en est Klaus Ernst, qui a été candidat à la vice-présidence du syndicat mais qui a été battu par le candidat de la droite. Le 6 juin, ces deux groupes ont pris l'initiative de réunir un congrès commun afin de fixer la stratégie pour 2006. Jusqu'à présent, leur thème reste le "retour au SPD d'antan", ce qui est évidemment illusoire car l'histoire ne fera pas marche arrière. Toute initiative électorale qui se démarque du néolibéralisme doit tenir compte des nouvelles circonstances; l'insécurité d'existence croissante, la nécessité d'une réorientation des syn-

dicats, la critique de la globalisation néolibérale, l'élargissement de l'Union Européenne vers l'Est et ses conséquences sociales, etc.

En dépit de toutes ses faiblesses, c'est la première fois depuis la réunification de l'Allemagne que des tentatives sont entreprises pour déboucher sur une alternative politique sur base de la lutte sociale, à partir du cœur du mouvement ouvrier. La question n'est pas de faire revivre le vieux parti SPD, mais de structurer les mouvements de protestation, d'harmoniser leurs programmes et de créer un nouveau parti. Aider à ce processus et radicaliser la dynamique en cours est en ce moment la tâche la plus importante de la gauche. ■

**Notre camarade italien Livio Maitan, membre de la direction de Rifondazione Comunista et de la IVe Internationale vient de décéder. Avec lui disparaît une figure historique - et ô combien humainement attachante - de notre mouvement et du mouvement ouvrier italien. Jan Malewski, rédacteur en chef d'Inprecor, revue d'informations internationales publiée par la IVe Internationale, évoque ici brièvement son parcours militant.**

## Décès de Livio Maitan

# Ciao, compagno

Le camarade Livio Maitan nous a quitté le soir du 16 septembre 2004. Né à Venise le 1 avril 1923, Livio a commencé à militer au sein de la résistance socialiste italienne au cours de la seconde guerre mondiale, dans le Psiup. Obligé de s'expatrier en Suisse, il y a connu les camps d'internement à la fin de la guerre. Organisateur de la Jeunesse socialiste à la Libération, il a rompu avec la social-démocratie en 1947, se tournant vers la IVe Internationale. A partir de ce moment il sera un des principaux dirigeants de la IVe Internationale et de sa section italienne, jusqu'à sa mort. En 1948, il a fait partie de la direction du Front démocratique populaire. De 1948 jusqu'à aujourd'hui, il a fait partie du Comité exécutif international (actuellement Comité international) et du secrétariat (actuellement Bureau exécutif) de la IVe Internationale. Durant de longues années, il était en charge de la revue *Quatrième Internationale* et d'*Inprecor*. En 1989, il a été à l'origine de l'intégration de la Ligue communiste révolutionnaire (section italienne de la IVe

Internationale) à Democrazia proletaria, un pas vers le regroupement de la



gauche radicale. Au sein de la DP il a argumenté en faveur de la fusion de celle-ci avec le Parti de la refondation communiste, réalisée en 1991. Depuis

lors, il a été élu à la direction du PRC lors de tous ses congrès successifs. Il a assuré la publication en italien d'une grande partie des œuvres de Léon Trotsky. Les lecteurs d'*Inprecor* connaissent Livio en tant qu'auteur d'innombrables articles. Il a également laissé de nombreux livres d'analyse politique et économique, publiés pour l'essentiel en italien. Il était en train de terminer une histoire de la IVe Internationale - histoire dont il a été l'un des principaux protagonistes - lorsque son cœur a lâché. Livio a formé plusieurs générations de militants marxistes-révolutionnaires. Accessible et sympathique, il était toujours prêt à aider ses jeunes camarades, disponible pour les débats et les controverses. D'une grande culture marxiste, passionné dans les discussions, il était toujours à l'écoute de ses contradicteurs, fussent-ils plus jeunes et moins instruits que lui. Il nous manquera. ■

JAN MALEWSKI

"Inprecor" reviendra sur sa vie et ses combats dans son numéro d'octobre 2004. Plus d'infos:

[www.inprecor.org](http://www.inprecor.org)

**Monif Mulhem adhère en 1980 à la IVe Internationale. Il a passé 16 ans consécutifs dans les geôles syriennes. A sa libération, en 1997, il reprend ses activités politiques dans un contexte tendu; la Syrie se trouve, comme l'Iran, dans le collimateur des Etats-Unis et d'Israël. Nous avons rencontré ce militant à la conviction inébranlable dans son modeste appartement à Damas, au mois d'août dernier. PROPOS RECUEILLIS PAR LATIFA, MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND. TRADUCTION DE L'ARABE: CHAFFIA.**

# " Quand on décide de se battre, il faut accepter de se faire arrêter "

Interview de **MONIF MULHEM**, camarade trotskyste Syrien

## Comment êtes-vous devenu militant révolutionnaire en Syrie ?

**M.M.** Après mes études secondaires, je me suis engagé dans l'armée comme beaucoup de jeunes de ma génération, secoués par la défaite des armées arabes face à l'armée sioniste israélienne. Mais j'ai été exclu de l'armée en 1973, accusé de marxisme. En 1974, j'initie un cercle marxiste de travailleurs. Beaucoup de jeunes comme moi, après la défaite de la Syrie, étaient poussés vers la résistance palestinienne. Beaucoup ont commencé à travailler avec le Front Populaire de Habache et avec le Front Démocratique de Hawatmeh. Les courants marxistes avaient un grand écho parmi la

nous faire accepter les conditions de remise en liberté, le pouvoir nous a enfin traduits en justice et nous a condamnés à des peines très longues allant jusqu'à vingt ans.

## Est-ce qu'il y a une ouverture démocratique avec le nouveau président ?

**M.M.** Le pays a beaucoup perdu dans l'affrontement entre le pouvoir et les islamistes. D'abord parce que ça s'est terminé par des bains de sang, comme à Hama en 1982 avec ses 25.000 morts sous les bombardements, mais aussi parce que le dialogue est devenu quasi impossible. Le pouvoir a eu peur. Et ça s'est terminé en massacre.

Aujourd'hui, la situation avec le nouveau président Bechir Al-Assad est assez différente. Il y a quelques espaces que nous pouvons utiliser mais bien sûr ils sont marginalisés et à peine tolérés. Notre travail est public mais chaque fois que les forces de sécurité nous arrêtent, nous interrogent, nous emprisonnent, nous n'avons aucun recours juridique. Plusieurs de nos jeunes activistes ont été arrêtés. L'un d'entre eux est encore en prison et doit être déféré devant la Cour Suprême de Sécurité. Il est difficile d'expliquer que quand on décide de se battre pour les droits de n'importe quel citoyen, il faut accepter de se faire arrêter.

## Le mouvement altermondialiste est-il un nouvel espace politique ?

**M.M.** Le premier signe d'une certaine détente a été "le printemps de Damas". On a vu apparaître toutes sortes de forums, parrainés par le pouvoir, avec un but libéral, mais aussi des forums sur les droits de l'Homme. Nous avons réussi à y insérer également un forum sur le mouvement

altermondialiste. Nous, quelques militants de gauche, dont quelques trotskystes comme moi et des jeunes militants, ont réussi à développer un discours alternatif. Notre forum altermondialiste a connu 16 séances. Les services de sécurité nous ont demandé assez vite de suspendre nos activités. Bien sûr nous avons refusé. Les pressions ne faisaient que commencer. On a continué à discuter pendant quatre mois avec les autorités. Pendant ce temps, le pouvoir a tout fait pour qu'il n'y ait plus aucune salle disponible pour nos réunions. On a été obligé de s'arrêter. Avec un petit groupe, on a ensuite commencé à éditer un bulletin, mené des actions non autorisées contre la guerre d'Irak et soutenu l'Intifada en Palestine, la lutte pour la libération des prisonniers, l'élaboration d'un programme anti-libéral. Notre mouvement évolue de façon très satisfaisante. Notre activité commence à se voir dans la rue et beaucoup de jeunes et de femmes nous rejoignent. Nous voulons nous associer au mouvement altermondialiste et construire un réseau arabe.

## N'est pas difficile de critiquer un régime qui est aujourd'hui dans le collimateur de l'impérialisme ?

**M.M.** Le pouvoir syrien actuel est incapable de par sa nature de résister à l'impérialisme américain, exactement comme le pouvoir de Saddam en a été incapable. Au contraire, le pouvoir syrien est même notre plus grande faiblesse dans la lutte anti-impérialiste. L'absence de libertés démocratiques affaiblit terriblement notre capacité à riposter. Donc quand nous critiquons le pouvoir, nous travaillons à construire une Syrie plus forte. Aujourd'hui, sans changement politique radical, tout le potentiel de la société syrienne est paralysé face à l'impérialisme. Tant que les gens n'auront pas surmonté leur peur, nous ne pourrons pas construire une véritable résistance anti-impérialiste. ■



Pour permettre à Monif de continuer ses activités politiques après presque deux décennies de prison, des militants de la IVe font un appel à vous pour collecter 10.000 euros. En Belgique, vous pouvez verser une somme sur le compte d'AVANTI: 001-4012225-90 avec mention: Monif. Merci d'avance !

jeunesse syrienne. En 1976, de cette montée de la gauche naît le Parti d'Action Communiste, une coopération entre maoïstes, trotskystes et d'autres communistes dissidents. Il faut savoir que le Parti Communiste officiel était dans le front gouvernemental avec le parti Baath. Sept mois plus tard, je me trouvais déjà dans la clandestinité à la demande du parti pour accomplir des tâches politiques. Deux jours après le congrès du PAC en 1981, j'ai été arrêté. Je suis sorti de prison 16 ans après, en 1997. Le pouvoir nous a proposé un marché: il proposait de nous libérer contre la promesse d'arrêter la politique. On me l'a proposé au bout de six ans. Cinq ans plus tard, j'ai refusé de nouveau. N'arrivant pas à



**Alors que le gouvernement israélien, avant l'attentat de Beersheva, qualifiait les mois d'été de "longue période calme" (accessoirement, plus de cent Palestiniens tués), il n'aura jamais envisagé de débloquer le "processus".**

PAR MICHEL WARSHAWSKI \*

# Sharon S'EMBOURBE

Quatorze Palestiniens assassinés début septembre par un missile tiré dans un stade à Gaza. A-t-on entendu les bonnes âmes de *La paix maintenant* (association française) dénoncer ce crime avec la même fermeté que celle qui accompagnait leur dénonciation des attentats suicides à Beersheva, cinq jours plus tôt? Ou même une condamnation moins forte? Un regret au moins? Un murmure? Rien. Terrible silence qui enlève à leur condamnation du terrorisme toute valeur morale, et en fait un acte de propagande, une prise de position partisane, politicarde, où la morale n'est qu'une mascarade. C'étaient des terroristes! Et les enfants? De la graine de terroriste! Le Conseil des rabbins des colonies ne vient-il pas d'autoriser le fait de s'en prendre à des victimes civiles innocentes, Israël se trouvant dans une guerre de survie contre un ennemi qui a perdu tout caractère humain? Que répondre alors à celles des organisations palestiniennes qui justifient leurs opérations terroristes en affirmant que tout Israélien est un soldat, a été un soldat ou sera un soldat? Seuls ceux qui dénoncent avec vigueur le terrorisme d'État israélien ont, d'un point de vue éthique, le droit de dénoncer les attaques contre des civils israéliens. Les autres, pour utiliser une expression biblique, dansent sur le sang.

## Des mois "calmes"

Contrairement à ce que titraient les journaux, les attentats de Beersheva ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein: rien que pendant les mois d'été, ces mois que l'on a décrit comme "calmes", il y a eu plus de cent morts palestiniens. Mais qui compte les morts de Gaza et de Naplouse, de Rafah et de Hébron -

tous des terroristes on vous dit - pour être un mort, il faut être de Tel Aviv ou de Beersheva ou de Jérusalem-Ouest. Mais puisqu'il n'y a pas eu de morts israéliens pendant ces mois d'été, on aurait pu s'attendre à une percée politique ou diplomatique: ne nous a-t-on pas répété à en vomir que le "processus" était bloqué à cause du terrorisme? Ne vient-on pas de réentendre que l'attentat de Beersheva "risque de retarder le redéploiement de Gaza"? Mais alors, qu'est-ce qui empêchait Ariel Sharon, pendant cette "longue période calme", de mettre en œuvre son plan de redéploiement à Gaza? Et les architectes du pacte de Genève moribond, qui eux aussi nous répètent que c'est à cause du terrorisme qu'ils n'arrivent pas à percer dans l'opinion publique israélienne, pourquoi n'ont-ils pas su profiter de la longue trêve? Si ce n'était si tragique, on serait tenté de parler de farce. Il n'y a ni redéploiement de Gaza, ni perspective de réouverture de négociations, mais uniquement la poursuite de la campagne israélienne de pacification et l'accélération de la colonisation, en Cisjordanie comme sur le plateau du Golan. Tout le reste n'est que mascarade, mystification. Du virtuel.

## Révolte à droite

Non pas qu'Ariel Sharon n'aurait pas voulu retirer ses troupes (et les quelques milliers de colons, qui, pour la plupart n'attendent que ça) de Gaza: ce redéploiement lui aurait permis de repousser d'éventuelles pressions internationales et domestiques pour qu'il fasse quelque chose d'autre que de détruire et de tuer et, surtout, il lui aurait donné du temps et de l'opacité pour étendre encore plus la colonisation à Gaza. Le redéploiement de Gaza, c'est le premier pas dans la

réalisation du plan Sharon de cantonisation des Palestiniens. Mais le vieux guerrier est confronté à une véritable révolte de la droite: dans sa coalition (l'extrême droite a quitté le gouvernement), dans son parti, le Likoud, où il a été par deux fois mis en minorité, et surtout dans les colonies. Pour l'extrême droite israélienne, le "jusqu'aboutisme" est devenu une idéologie, le refus une religion. Le Conseil des rabbins des colonies - encore lui - vient d'annoncer que le retrait de Gaza serait "un crime contre l'humanité", ce qui exige non seulement de refuser d'obéir aux ordres, mais de s'attaquer aux soldats qui oseraient commettre un tel crime. On croit rêver. Dans une rencontre avec un ministre de la Défense transformé en lavette, les dirigeants du Conseil des colonies ont menacé d'une guerre civile. Des officiers ont reçu des menaces de mort, et les services de renseignements laissent entendre qu'un réseau clandestin d'extrême droite aurait l'intention de faire sauter la mosquée d'el-Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam à travers le monde. Plus personne n'exclut, en outre, l'éventualité de l'assassinat d'Ariel Sharon, non pas par le descendant d'une de ses victimes à Qibiya ou à Shatilla, mais par un colon juif. Derrière ce chantage à la guerre civile des colons se dessine une stratégie qui a d'ailleurs fait ses preuves à plusieurs occasions: obliger le gouvernement à réviser sa copie, gagner ainsi du temps, ce qui ne pourra que renforcer l'exacerbation des Palestiniens, provoquer des attentats pour arriver enfin à l'arrêt de toute initiative politique. Cela avait réussi avec Shimon Peres en 1996, cela réussira avec Ariel Sharon en 2005. Garanti. ■

\* ARTICLE PARU DANS *ROUGE*, N°2078

La crise du FMI et de la Banque mondiale s'accroît. Les responsabilités de ces deux institutions dans la dégradation des conditions de vie de milliards d'individus sont pointées du doigt par un nombre croissant de personnes, d'organisations et de mouvements sociaux. PAR OLIVIER BONFOND

# FMI - BANQUE MONDIALE : 60 ans, c'est l'âge de la retraite!



Afin de se redonner un peu d'air, la Banque a commandité il y a 2 ans une étude indépendante visant à évaluer les projets qu'elle soutient en matière d'extraction de matières premières (gaz, pétrole, charbon, etc.). La banque devait certainement s'attendre à une évaluation favorable puisque c'est un ex ministre de Suharto, lui-même un fidèle de la Banque quand il "tenait" l'Indonésie sous la dictature, qui dirigeait l'étude. Pourtant, le rapport déclare que la Banque doit abandonner son soutien à TOUS les projets en cours. Ces derniers seraient des obstacles au développement, voire des facteurs de "sous-développement"! Rappelons que c'est la Banque qui a poussé les pays du Tiers monde à se spécialiser dans ce type de projet. Le rapport ajoute que si la Banque mondiale veut soutenir des nouveaux projets, elle doit le faire suivant de nouvelles règles, notamment en consultant les populations concernées. Après huit mois d'hésitation, la Banque a signifié

- notamment sous la pression de Bush qui soutient les multinationales américaines d'extraction - qu'elle ne tiendrait pas compte des recommandations de ce rapport. Cette attitude ne peut évidemment que renforcer la crise avec la société civile.

Le Fond Monétaire International n'échappe pas à la crise non plus. Le conflit FMI/Argentine persiste. Celle-ci ne rembourse toujours pas ses créanciers privés. Une étude sur le FMI a également émis des critiques à l'égard de sa politique en Argentine. Le Brésil (Lula est pourtant maintenant un excellent élève du FMI) commence à trouver que l'obligation de bonus budgétaire qui lui est imposé (plus de 4% du PIB) est trop exigeante. Signalons au passage que les critères de Masstricht "permettent" aux pays membres de l'UE un déficit budgétaire de 3% du PIB.

A côté de cette crise externe, la crise interne s'accroît également: James Wolfenshon, actuel président de la Banque, devra quitter son poste de direction si Bush est réélu. Et la sortie du dernier livre de Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef et vice-président de la BM, n'arrange pas les choses.

## 60 ans, c'est l'âge de la retraite

Créées en 1944 lors des accords de Bretton Woods, le FMI et la BM fêteront donc cette année leur 60e anniversaire. Dans le contexte actuel, le triomphalisme d'antan n'est plus de mise. Il y aurait même eu des hésitations à tenir leur assemblée annuelle. Elle aura pourtant bien lieu ces 2 et 3 octobre à Washington. La campagne des mouvements sociaux des

Etats-Unis contre ces institutions est en route. Jubilé Sud, une coalition de mouvements du Sud impliqués dans la campagne de l'annulation de la dette et partenaire du CADTM (1), convoque une mobilisation internationale du 1er au 12 octobre. La rencontre internationale du CADTM du 9 octobre s'inscrit donc dans cette mobilisation (2).

Le rôle et l'évolution des institutions financières internationales, ses positions face à l'enseignement, à l'allongement du temps de travail, face aux femmes, ... mais aussi les stratégies de résistance et les alternatives sont autant de thèmes qui seront développés et débattus lors de cette journée.

Il s'agira également de profiter de la forte présence du Tiers-monde (une vingtaine de pays) pour renforcer les liens et les synergies entre les luttes du Nord et celles du Sud. Une réunion internationale des campagnes "dette" est prévue pour le 10 octobre. Enfin, ce sera le bon moment pour préparer une forte mobilisation pour le Forum Social Européen, qui aura lieu à Londres du 14 au 17 octobre. ■

(1) Le CADTM, Comité Pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, est un réseau international qui lutte en faveur d'alternatives radicales aux différentes formes d'oppression dans le monde. La dette du Tiers-monde et l'ajustement structurel sont au cœur de ses préoccupations pour mettre fin au diktat du G8, des firmes transnationales et du trio BM-FMI-OMC.

(2) La journée se passera le 09 octobre à l'amphithéâtre "Europe" de l'Université de Liège (Sart Tilman). Un groupe de capoiéra (rythmes brésiliens) et un groupe de tambours du Burundi animeront la journée. Pour plus d'information, voir [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

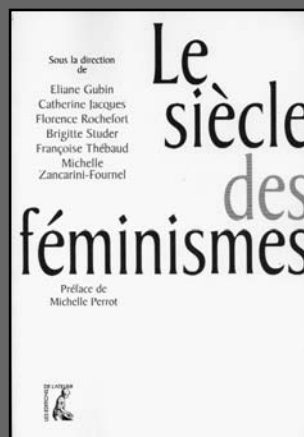


Le gouvernement espagnol de Zapatero a (enfin) accepté la mise sur pied d'une commission officielle sur les crimes de la répression et de la dictature franquiste. Depuis la "transition démocratique" qui a suivi la mort de Franco, les familles des victimes se battent contre l'amnésie institutionnelle afin d'obtenir leur reconnaissance et le droit à la mémoire. Des associations citoyennes, sans soutien aucun de l'Etat, mettent également à jour des charniers datant de la Guerre Civile.

Photo: Milicienne sur les toits de Barcelone en 1936 par Juan Guzman

## Bouquinages

"Les obstacles à la santé pour tous. Points de vue du Sud", collectif, éd. CentreTricontinental / Syllepse 2004, 210 pages, 18 euros. Un quart de siècle après l'appel de l'Organisation mondiale de la santé visant à garantir "la santé pour tous" en l'an 2000, le bilan est contrasté. Si d'importants progrès scientifiques ont été réalisés, une large part de la population humaine n'en bénéficie pas. Pire, ses conditions de vie et son état sanitaire se sont détériorés. Les inégalités devant la maladie et la mort n'ont fait que croître. L'accès aux médicaments et au traitement des maladies infectieuses notamment reste problématique dans de nombreuses régions du monde. En cause, le modèle de développement dominant qui contraint les Etats à réduire ou à privatiser les services sanitaires et fait la part belle à une industrie pharmaceutique prioritairement orientée vers les marchés rentables, jusqu'à y créer de nouveaux besoins... Le processus est toutefois réversible. En témoigne le sursaut provoqué dans l'opinion par l'opposition des laboratoires - au nom de la "propriété intellectuelle" - à la distribution de médicaments génériques anti-sida en Afrique. Les pressions des mouvements populaires, des ONG et de certains Etats ont finalement eu gain de cause. Partiellement. L'idée selon laquelle l'accès aux soins de santé devrait être considéré comme une obligation publique à l'échelle de la planète reste à promouvoir. ■



"Le Siècle des féminismes", collectif, Editions de l'Atelier, 2004, 464 pages, 27 euros. Le court XXe siècle fut celui des communismes mais aussi, à n'en pas douter, celui des "féminismes". Le pluriel pourrait faire discuter, mais les auteures montrent bien que, comme pour les combats de classe, les cultures nationales, les formes de l'Etat, les régimes politiques structurent le type de revendications et l'architecture des mouvements. Comme le notent les auteures, "les féministes ont façonné la citoyenneté". Pas seulement par la lutte des suffragettes et l'obtention du droit de vote, mais aussi par les débats, l'organisation même de ces mouvements... Plutôt que de faire une "histoire" de ces luttes, la démonstration s'organise autour de six grands thèmes pour faire apparaître à la fois les avancées en termes de militantisme, de reconnaissance d'une histoire et d'une mémoire complète et pas seulement masculine. Sans oublier l'histoire culturelle. Le cinéma sert d'exemple. Cette voie reste à creuser pour toutes les autres disciplines artistiques, comme le jazz par exemple. Les femmes disparaissent de toutes les histoires, de toutes les anthologies, du patrimoine de l'humanité. Une dernière partie commence à décrire d'autres féminismes, "hors d'Occident", pour indiquer les études supplémentaires restant à entreprendre. ■

NICOLAS BÉNIES



# La Warac'

PAR CELINE CAUDRON

Samedi soir, 20h45. Spotlights, musique de l'Eurokids à fond, studio 3 de la RTBF rempli à craquer. Maureen et Jean-Louis Lahaye entrent en scène. La foule est en délire.

Ce soir, c'est le grand soir: la finale de la *War Academy*. Pour l'occasion, le troisième volet du reportage sur le prince William a été déplacé. Et il y a de quoi. Pendant six mois, les téléspectateurs ont pu suivre la vie de trois valeureux soldats zélés, entièrement dévoués à leur gouvernement respectif... Candidats de choix donc. La numéro 1: Jenny, GI états-unienne. C'est donc vrai que l'armée n'est pas sexiste. Le numéro 2: Igor, sergent russe posté en Tchétchénie. Le numéro 3: Eliah, soldat de Tsahal chargé de défendre les colons de Hebron.

Malgré tout, l'audience n'a pas atteint le niveau attendu par les sponsors. En effet, quand Jenny massacre quelques civils irakiens de plus avec son char suréquipé et son lance-missile high-tech, c'est assez banal. Le quotidien d'Eliah aurait pu être plus intéressant; ce n'est pas tous les jours que la télé montre Tsahal massacrer, harceler et terroriser les Palestiniens. Les rédacteurs des JT préfèrent les attentats kamikazes; ça fait plus peur. Et dire que ça pourrait nous arriver à nous aussi par les temps qui courent; Bruxelles est quand même la capitale de l'Europe! Malheureusement, la chaîne a décidé de diffuser le moins possible d'images d'Eliah en pleine action, de peur d'être taxée d'antisémitisme.

Quand au quotidien d'Igor, le seul moment haletant s'est condensé dans les trois jours de prise d'otage d'une école pendant lesquels il a éliminé au moins cinq terroristes. Les 150 gamins tués, c'était pas lui... Et au milieu de tout ça, bien sûr, la scène de cul, celle qui remonte la moyenne de l'audimat. C'était quand même bien quand Jenny

s'est fait violer par six GI's. Elle les a bien cherchés avec ses formes avantageuses. En plus, ils étaient super bien bâtis; de quoi elle se plaint?

Voilà donc l'heure de vérité qui approche. Qui sera sacré/e meilleur/e guerrier/ère? Le public lui faisant écho, Jean-Louis martèle:

- Pour Jenny, taper UN; pour Igor, tapez DEUX, pour Eliah, tap...

Mais Jean-Louis est interrompu par une bande de terroristes gauchistes activistes néo-communistes trotsko-maoïstes et aussi un peu baba-cool. Cette poignée d'énergumènes envahit la scène et tente de s'adresser au public et aux téléspectateurs entièrement endoctrinés et conditionnés - suite à la baisse de fréquentation des églises, la télé a pris le relais. Comme ils sont ridicules! Aurait-ils oublié qu'ils débarquent sur un plateau qui, à l'exception de Maureen et Jean-Louis Lahaye, n'est composé que de fous de guerre? Et hop, deux coup de mitraillette et ils sont tous par terre.

Petite pause bien méritée. Le temps que, contre des titres-service, les techniciennes de surface s'affairent au nettoyage des vilains bouts de cervelle et des embêtantes taches de sang qui occultent les sympathiques logos des sponsors mêlés au super kitch décor de chez Ikéa. Jean-Louis reprend là où il en était:

- Pour Jenny, taper UN; pour Igor, ta...

BOUM... Un grand bruit. Un gros champignon...

Un stupide président, quelque part dans le monde a confondu la touche de son téléphone avec le gros bouton rouge installé sur sa table de nuit. C'est bête. On ne connaîtra jamais le nom du meilleur guerrier... Sorry. ■

## sommaire

ALTERNATIVES	
■ La ferme du Biéreau se rebelle	2
EDITO	
■ De la parole aux actes	3
ECO-LOGIQUE	
■ Les Soviets + l'électricité ?	4
REBELLES	
■ Rien n'est définitivement acquis	5
CA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ Théâtre en résistance. FITA...	6
SYNDICATS	
■ Forum syndical	7
SOCIAL	
■ Attaques contre les pensions	8
BELGIQUE	
■ Taxe Tobin-Spahn ...	12
MOUVEMENTS	
■ Un FSE au coeur du néolibéralisme	13
DÉBATS	
■ Altermondilisme et politique...	14
INTERNATIONAL	
■ USA. Où en est la gauche ?	16
■ Annulation de 100% de la dette ?	17
■ Social. Le prix de l'élégance	18
IDÉES	
■ Un drôle de zèbre...	20
INTERNATIONAL	
■ Allemagne. Alternative au SPD	22
LES NÔTRES	
■ Décès de Livio Maitan	23
INTERNATIONAL	
■ Syrie. Monif Mulhem...	24
■ Israël-Palestine. Sharon s'embourbe	25
■ FMI-BM. 60 ans, âge de la retraite...	26
ARRÊT SUR IMAGE	27
BOUQUINAGES	27

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.